



## ÉDITORIAL

## Diagnostics

Plus les jours passent plus il se confirme que contrairement aux diagnostics pessimistes formulés par certains observateurs, le Congo s'impose au plan international comme l'un des pays les plus sûrs et donc les plus attirants de l'Afrique centrale. En témoignent, bien sûr, les relations de confiance qui se nouent avec de nombreux pays, à commencer par la Chine qui réserve un accueil particulièrement chaleureux à la délégation congolaise que conduit Denis Sassou N'Guesso ; en témoigne également et tout autant l'intérêt croissant que portent à l'économie congolaise des entreprises venues des cinq continents qui ont manifestement compris qu'en s'établissant chez nous elles s'ouvriront les portes du Bassin du Congo, autrement dit noueront des relations étroites et fructueuses avec l'une des communautés les plus prometteuses de l'Afrique.

Ce constat est d'autant plus intéressant que les difficultés internes générées par la chute brutale des cours du pétrole sur les marchés mondiaux n'ont modifié en rien l'intérêt que suscite le Congo dans les milieux de la finance et du commerce international comme on pouvait le craindre et comme le prédisaient d'ailleurs les oiseaux de mauvais augure. Tout indique en réalité que les dirigeants des puissants groupes concernés parient maintenant sur la résolution rapide de ce problème et, plus encore, sur la diversification de notre économie. La preuve nous est ainsi donnée, s'il en fallait une, que la stratégie conduite dans le cours des deux dernières décennies pour équiper le Congo en grandes infrastructures commence à produire les fruits attendus.

Dans un pareil contexte il reste à convaincre l'homme de la rue, autrement dit le citoyen lambda, qu'il a tout à gagner à l'ouverture de notre pays vers le monde extérieur et que, par conséquent, il doit jouer lui-même, à son échelle, la carte du développement durable. Si, en effet, l'artisanat, le commerce de proximité, la petite industrie, les services s'organisent pour profiter du mouvement en avant qui se dessine la création d'emplois qui en résultera résoudra très vite le problème auquel se heurtent toutes les jeunes démocraties. Et la «rupture», qui est pour l'instant un slogan, deviendra une réalité dont chacun à sa place tirera profit.

L'enjeu, convenons-en, est considérable pour chacun de nous.

Les Dépêches de Brazzaville

## ÉCONOMIE FORESTIÈRE

## La société marocaine SOS NDD débute l'exploitation du massif de Pointe-Noire et du Kouilou



Rosalie Matondo recevant la délégation de SOS NDD

Le contrat de bail d'une durée de 30 ans avait été signé entre le gouvernement congolais et la société SOS NDD en avril dernier sur 58.000 hectares. Les conditions d'exploitation et le bénéfice du contrat ont été évoqués lundi au cours d'un entretien entre la ministre de l'Économie forestière, Rosalie Matondo et le président directeur général (PDG) de l'entreprise Mohamed Kadimi.

En effet, le bail emphytéotique porte sur un massif eucalyptus de 38.000 hectares situés dans les départements de Pointe-Noire et du Kouilou et sur des terres en savane d'une superficie de 20.000 hectares dans le département du Kouilou.

La société marocaine SOS NDD, qui opère dans l'industrie du bois, notamment dans la trituration et le panneautage, s'engage à mettre en valeur les terres disponibles, à y planter cinq mille hectares d'arbres par année ; à créer 500 emplois chaque année ; à réhabiliter des écoles et centre de santé dans les localités concernées.

« Il vient pour commencer l'exploitation du massif eucalyptus de Pointe-Noire et

du Kouilou, cela va être un bénéfice non seulement pour l'économie nationale mais également pour la microéconomie au niveau locale. C'est du concret, la reprise des activités au niveau de la pépinière industrielle de Pointe-Noire », a rassuré la ministre Rosalie Matondo.

Pour elle, ce contrat de bail s'inscrit dans le cadre de la coopération sud-sud prônée par les gouvernements marocain et congolais. « Nous sommes heureux parce que ce massif a souffert de beaucoup d'exactions, nos partenaires vont reprendre ce massif, le travail et la sécurisation du massif », a-t-elle martelé.

Ajoutons que la société concessionnaire est accompagnée dans son exploitation par le Haut-commissariat aux eaux et forêts du Maroc et le Crédit du Congo. « C'est une question de travail, de commercial, de recherche dans le domaine forestier entre le Maroc et le Congo », a déclaré Mohamed Kadimi.

Fiacre Kombo

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétariat des rédactions :

Clotilde Ibara, Jean Kodila

Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,  
Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Thierry Nougou

Service Société : Parfait Wilfried Douniama  
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Nancy France Loutou-

mba (chef de service) ; Quentin Loubou,  
Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia  
Service International : Nestor N'Gampoula  
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane  
Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana  
(chef de service),  
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué  
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Édition du samedi : Meryll Mezath  
(Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice  
Mampouya, Charlem Léa Legnoki,  
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain  
Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté  
de la Radio-Congo  
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'Agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

## Coordonateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

## Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole  
Service commercial : Marcel Myande,  
Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya  
n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa  
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200  
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,  
Stanislas Okassou

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,  
Marie-Alfred Ngoma  
Administration : Béatrice Ysnel

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo

## Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko  
Comptabilisation des ventes, suivi des  
annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie : Martial Mombongo  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo  
Assistante commerciale : Hortensia  
Olabouré  
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,  
Mildred Moukenga  
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

## DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia  
Assistante de direction : Sylvia Addhas  
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-  
signet, Brice Tsébé, Irin Mauakani  
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngono

## INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de  
service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck  
Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

## IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaïne Angombo  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi  
Chef de production : François Diatoulou Mayola  
Gestion des stocks : Elvy Bombete

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service),  
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole  
Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble Les Manguiers (Mpila),  
Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 06 930 82 17

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Hélène Ntsiba (chef de service), Astrid  
Balimba

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,  
République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## SANTÉ PUBLIQUE

## Plus de 2 000 agents formés dans le cadre du Paramed

Lancé en janvier 2014, le Projet d'appui à la formation continue du personnel paramédical (Paramed), financé par l'Union européenne (UE) à hauteur de 4, 6 millions euros (plus de 3 milliards FCFA) est arrivé à terme le 4 juillet avec à la clé la formation de 2 350 agents dont 300 sages-femmes, 900 infirmiers et 250 techniciens de laboratoire

Visant à améliorer la qualité des prestations des services de santé, à travers la remise à niveau des dispositifs de formation et des compétences des infirmiers, des sages-femmes et des techniciens de laboratoire, le Paramed a été clôturé par un atelier de restitution des résultats. L'ambassadeur de la délégation de l'UE au Congo, Saskia de Lang, s'est réjouie de la réussite du projet grâce à la volonté de l'ensemble des partenaires ayant travaillé en synergie pour améliorer les soins de santé au Congo. Elle a rappelé que ce projet répondait non seulement au besoin de formation continue pour le personnel paramédical

mais aussi aux priorités de développement du secteur de la santé annoncées à travers le Programme national de développement sanitaire pour la période 2007-2011.

« Nous nous réjouissons d'avoir apporté notre appui pour vous aider à atteindre pleinement cet objectif : améliorer l'accès de la population aux services de soins de qualité. Je tiens à souligner la forte implication des autres partenaires engagés aux côtés de l'UE. Ce sont ces opérateurs sur le terrain qui ont mené une analyse profonde de la situation afin de déterminer les besoins en perfectionnement

et ils ont ensuite élaboré les outils spécifiques qui ont permis d'aboutir à la formation des formateurs dans un premier moment et du personnel paramédical par la suite », a indiqué Saskia de Lang.

En effet, dans ce projet, l'Agence française de développement (AFD) est intervenue en qualité de gestionnaire déléguée alors que le groupement CERDES/Croix-Rouge française/ FIBIO était chargé de la mise en œuvre du programme de formation.

Présidant la cérémonie, la ministre de la Santé et de la population, Jacqueline Lydia Mikolo, a rappelé que cette formation a couvert tous les douze départe-

ments du pays. Elle s'est également félicitée de l'appui financier conséquent et de l'expertise apportés par les partenaires pour le renforcement des capacités des agents de santé. Elle a dit avoir un intérêt particulier sur ce type de projet de formation professionnelle, qui n'est pas loin des dix axes prioritaires du Plan stratégique 2016 du ministère de la Santé et de la population. « La question des ressources humaines en santé est une composante multisectorielle et transversale qui participe à l'amélioration des indicateurs de santé en termes de morbidité et de mortalité. C'est ainsi que le plan de développement des ressources humaines en santé devrait répondre continuellement aux exigences de la performance de nos formations sanitaires. Il doit être

mis en cœur de toutes les actions des instances de la pyramide sanitaire de notre pays en vue de renforcer le système de soins », a-t-elle déclaré.

Selon elle, les objectifs poursuivis par ce projet sont pertinents au regard des besoins de son département ministériel. Cet atelier de restitution analyse, a dit Jacqueline Lydia Mikolo, les résultats obtenus dans le sens de la valorisation, de la qualification des acquis, et du développement d'une stratégie immédiate de pérennisation. « La formation professionnelle continue est un des piliers de la série d'actions devant contribuer à améliorer la qualité pour l'offre de soins de nos formations sanitaires au profit des populations », a conclu la ministre.

Parfait Wilfried Douniama

## AFFAIRES FONCIÈRES ET DOMAINE PUBLIC

## Le Groupe Sédima en lice pour la construction d'une filière agricole au Congo

Le géant sénégalais évoluant dans le domaine agricole est le énième candidat à la construction d'une filière agricole au Congo.



L'entretien entre les deux parties

Babakar Ngom, président et fondateur du Groupe (Sénégalaise de distribution de matériels avicoles) en acronyme - Sédima, s'est entretenu à ce sujet, le 30 juin, à Brazzaville, avec le ministre des Affaires foncières et du domaine public, Martin Parfait Aimé Cousoud Mavoungou, en présence de l'ambassadeur du Sénégal au Congo, Batoura Kane Niang et celui du Congo au Sénégal, Pierre Michel Nguambi. Au menu des discussions, l'octroi des terres qui assureraient l'implantation du groupe au Congo.

« Nous comptons créer ici une filiale Sédima Congo avec les partenaires, et développer l'ensemble des filières agropastorales. Sédima est une société qui maîtrise l'ensemble des métiers de l'agriculture depuis l'amont, c'est-à-dire, la reproduction, la production des poussins d'un jour, la couvade, la nutrition animale, la production des œufs de consommation et des poulets prêts à pondre », a-t-il déclaré.

Ce dernier jugeant les retombées de son déplacement satisfaisantes, le président fondateur du Groupe Sédima s'est dit prêt à accompagner le gouvernement congolais au développement agricole d'une manière générale, et en particulier au développement des filières. Ainsi par son expérience de quarante ans, le Groupe Sédima pourra inviter des partenaires jeunes, dynamiques et qui ont envie de contribuer avec lui à la construction d'une filière agricole au Congo, « une filière compétitive, capable demain d'assurer la sécurité alimentaire, notre suffisance alimentaire en Afrique et dans nos pays respectifs », a conclu Babakar Ngom.

Guillaume Ondzé

## PROJET LISUNGI

## L'Unicef contribue au renforcement des capacités des acteurs sociaux

La représentante adjointe du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) au Congo, Christine Naré Kaboré a signé le 5 juillet, un accord avec la ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, Antoinette Dinga Dzondo dans le cadre du projet Lisungi-système des filets sociaux

Le contrat vise à renforcer les capacités des agents sociaux, à la promotion du registre social et à la supervision du suivi des conditionnalités des ménages bénéficiaires du projet Lisungi-système des filets sociaux.

Le coût de prestation s'élève à 326.580.000 francs CFA, dont 83 millions F CFA de contribution de l'Unicef.

Peu avant la signature de l'accord, le coordonnateur du projet, Alfred Constant Kiakouama explique que le projet est le fruit de la convention signée en août 2015, entre le gouvernement du Congo et l'Agence française de développement (AFD) au terme de laquelle, il apporte au projet un financement additionnel d'un peu plus de cinq millions de francs CFA.

Il a en outre indiqué : « ce financement doit permettre l'extension du projet Lisungi dans quatre nouvelles localités dans sa phase pilote. Il s'agit des arrondissements 7 Mfilou, 8 Madibou et 9 Djiri à Brazzaville et l'arrondissement de Loandjili à Pointe-Noire. Grâce à ce financement additionnel par

l'Agence française de développement, le projet Lisungi va couvrir 3.503 nouveaux ménages et 1.204 personnes âgées avec les premiers ménages issus de la convention avec la Banque mondiale, le nombre total de bénéficiaires sera de 10.707 établis dans onze localités ».

Pour l'Unicef, leur soutien est orienté dans le domaine des

vités l'Unicef à contacter le ministère en cas de besoin avant de demander que le travail soit fourni dans un temps record.

La représentante Christine Naré Kaboré a pour son compte, assuré de la disponibilité de l'Unicef à pouvoir travailler afin d'atteindre les résultats. « Nous avons mis en place des mécanismes et défini le rôle de



Échange des parapheurs entre la ministre et la représentante (crédit-adiac)

pratiques familiales essentielles, la communication pour le développement, le travail social, le suivi de conditionnalités et l'organisation des campagnes de sensibilisation sur le registre social unifié.

Au terme de l'accord, la ministre Antoinette Dinga Dzondo a in-

chaque équipe pour accompagner ce projet qui contribue à l'amélioration des populations les plus vulnérables et à la réduction des iniquités qui existent dans tous les pays dont le Congo n'est pas épargné », a-t-elle conclu.

Lydie Gisèle Oko

## CONGO/SÉNÉGAL

## Batoura Kane Niang pour le renforcement de la coopération bilatérale sur les questions du genre

La ministre de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement, Inès Nefer Bertille Ingani s'est entretenue, le 01 juillet à Brazzaville, avec Batoura Kane Niang, ambassadeur du Sénégal au Congo, sur les questions du genre et l'implication de la femme au processus de paix et de sécurité.

Nous avons entre autres échangé sur le rôle de la femme dans le processus de gestion des conflits. Les conflits sont très nuisibles aux femmes et aux jeunes. Comme vous le savez bien, en période de guerre les femmes sont les premières victimes et en période de paix, nous en sommes les premières bénéficiaires », a commenté Batoura Kane Niang.

En réalité, a fait savoir la diplomate sénégalaise, le projet rela-



tif à la promotion de la paix est d'une grande importance. Son extension pourrait inclure les aspects consistant à amener le plus grand nombre d'organisations de femmes à intégrer dans leur planification stratégique, des activités touchant aux thé-

matiques de la prévention, du maintien et de la consolidation de la paix ainsi que de la gestion et résolution des conflits. Les deux personnalités ont aussi échangé sur la coopération bilatérale. « Il était question de lui présenter mes civilités

Inès Nefer Bertille Ingani et Batoura Kane Niang parce que depuis sa nomination on a pu le faire. On a surtout échangé sur la coopération entre le Sénégal et le Congo. Le Sénégal est très avancé sur les questions du genre et il a réussi la parité homme-femme sur toutes les fonctions électives »,

a indiqué Batoura Kane Niang. Emue par la rencontre, la diplomate sénégalaise a promis poursuivre les échanges avec la ministre congolaise de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement, dans le cadre du renforcement de la coopération entre les deux pays. Signalons que Batoura Kane Niang a travaillé plusieurs années durant au département genre et équité dans son pays.

« Nous avons énormément des dossiers à partager. Nous sommes disposés à discuter avec madame la ministre pour tout ce qui concerne le renforcement de la coopération bilatérale et sur les questions du genre », a conclu Batoura Kane Niang.

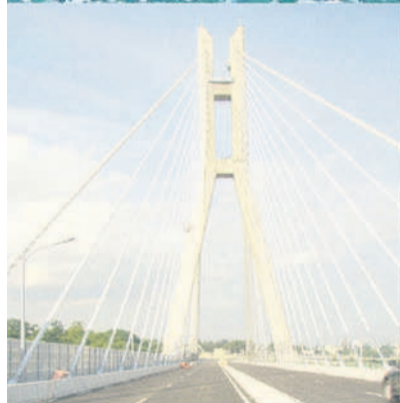
Fortuné Ibara



OUVERTURE DES INSCRIPTIONS POUR  
LA RENTRÉE ACADEMIQUE 2016 - 2017

- Bachelor en anglais pour les bacheliers toutes séries (diplôme de IFAM / France).
  - Bachelor BBA 3 en français et en cours du soir pour les détenteurs de BTS(IFAM).
  - Master of Business Administration, MBA(diplôme de ESLSCA/ France).
  - Master en Management des Ressources Humaines, MRH(diplôme de ESLSCA).
  - Master en Contrôle de Gestion, MCG(diplôme de ITESCIA Paris).
  - Master en Qualité – Hygiène – Sécurité – Environnement, MQHSE (ITESCIA).
- Tel : 06 6388587 ; 04 43 14827 - escicinfo2013@gmail.com ; www.escic-cg.com  
NB : Remise des diplômes à la promotion 2013 – 2014 le 23/07/16 à la Chambre de Commerce.

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN



LES DÉPÊCHES  
DU CONGO

ÉDITION INTERNATIONALE

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

www.adiac-congo.com

RETROUVEZ VOTRE  
ÉDITION INTERNATIONALE

DISPONIBLES À PARIS

OÙ TROUVER  
VOTRE QUOTIDIEN ?

- Kiosque Place Clichy (face Quick) au 7, Place de Clichy 75017 Paris
- Kiosque Ménilmontant au 139, bd de Ménilmontant 75011 Paris
- Kiosque face au Fouquet's 99, av. des Champs Elysées 75008 Paris
- Kiosque Porte de Clignancourt au 77, bd d'Ornano 75018 Paris
- Kiosque au 27 avenue Hoche 75008 Paris
- Kiosque sortie métro Barbès Rochechouart 75010 Paris

Brazzaville  
Kinshasa

Abonnez-vous par mail : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

## COOPÉRATION SANITAIRE

## La Turquie se propose d'assister les hôpitaux congolais

L'ambassadeur turc, Can Incesu, a expliqué à la ministre de la Santé et de la Population, Jacqueline Lydia Mikolo, que son pays est disposé à soutenir le Congo dans certains domaines de formation professionnelle et de remise à niveau en matière de santé.

« Dans le cadre de l'agence turque de coopération et de développement, (...) nous avons déjà pris contact avec le service de maternité de l'hôpital de Talangaï (6<sup>e</sup> arrondissement de Brazzaville) qui s'occupe aussi de la question sensible des violences sexuelles. Je crois que c'est une voie sur laquelle nous pouvons coopérer », a indiqué l'ambassadeur turc, au sortir d'une audience, tenue récemment à Brazzaville, avec la ministre de la Santé et de la Population. A en croire, Can Incesu, le contact avec le service de maternité dudit hôpital



La ministre de la Santé échangeant avec l'ambassadeur Turc. Crédit photo Adiac

est, sans nul doute, le point de départ de cette coopération sanitaire qui prendra des proportions plus importantes dans les jours ou

mois dans diverses spécialités. « (...) C'est une voie de coopération très productive, nous allons continuer à travailler sur ce dossier », a

souligné le diplomate.

#### Avec Terre d'école...

Par la suite, le tour est revenu aux responsables du pro-

jet Terre d'école de conférer avec la ministre de la Santé et de la Population. Ce projet vise, entre autres, à faire suivre aux enfants une formation scolaire du cours préparatoire en terminale, en les engageant, par ailleurs, d'avoir une conscience écologique... Le vice-président du projet, Claude Sebag, a établi le lien de ce projet avec la santé. « Nous avons expliqué à la ministre que nous intégrons la santé dans la formation des enfants puisque sur le terrain ils peuvent être confrontés aux risques infectieux par des bactéries, des parasites. Il faut donc informer les enfants pour prévenir ces maladies », a-t-il dit. C'est donc cet aspect sanitaire du projet qui a motivé la rencontre entre Jacqueline Lydia Mikolo et les dirigeants de Terre d'école.

Rominique Nerplat Makaya

## ABALA

## Construction en vue d'un centre communautaire d'aide aux femmes

Le ministre des Postes et télécommunications, Léon Juste Ibombo l'a annoncé, le week-end dernier, au cours d'une rencontre citoyenne avec les femmes d'Abala, réunies en association, pour laquelle il a été choisi comme parrain.

Ce centre communautaire aura pour rôle d'aider et d'encadrer les femmes dans leurs activités lucratives, en vue de promouvoir leur autonomie et leur bien-être.

Selon Léon Juste Ibombo, désormais, parrain de l'Association des femmes d'Abala, cette structure, se chargera d'encadrer et d'aider les femmes de ce district à mieux développer leurs petites activités économiques en vue de garantir leur autonomie financière et de se prendre en charge.

« Nous allons construire un centre communautaire à Abala. Un adage dit que seul, on va plus vite, mais ensemble, on va plus loin. Avec les femmes d'Abala, nous irons plus loin et ferons de grandes choses afin que le district d'Abala rayonne dans notre pays comme les autres districts », a souligné Léon Juste Ibombo, qui s'est dit soucieux du développement du district d'Abala.

Initiée par la présidente de la Dynamique d'Abala pour les actions de Edgard Nguesso pour le développement, madame Mouélé Essena, cette rencontre citoyenne a regroupé près d'une vingtaine d'associations des femmes originaires d'Abala à la préfecture de Brazzaville.

Dans son mot de circonstance, Mouélé Essena, a précisé que le projet de construire un centre communautaire à Abala, entre dans le cadre de la diversification de l'économie nationale tant prônée par le gouvernement.

Les femmes d'Abala ont profité de la rencontre citoyenne pour saluer la nomination de Léon Juste Ibombo au poste de ministre des Postes et télécommunications, dans le premier gouvernement de la nouvelle République. Elles ont soumis à ce dernier leurs projets de développement, basé en grande partie sur l'agriculture et l'élevage.

Firmin Oyé

## LUTTE CONTRE LE DIABÈTE

## Le Dr Evariste Bouenizabila plaide pour la délocalisation des centres de prise en charge des patients

Le président de l'association Diabaction Congo a formulé cette doléance le 30 juin à Brazzaville, au cours d'une séance de restitution des projets menés par son organisation en partenariat avec la Fondation mondiale du diabète (WDF).

L'objectif de la rencontre a consisté à résumer d'un côté les activités réalisées pour un meilleur domptage de la pathologie et, de l'autre, à dégager les possibilités de mise en place d'un programme de lutte contre le diabète.

Dans son exposé le président de l'association Diabaction Congo, le Dr Evariste Bouenizabila, a signifié avoir mis en 2012, à la disposition du ministère de la Santé, les résultats préliminaires constituant les données épidémiologiques disponibles sur le diabète.

« L'association Diabaction Congo a assigné la mission d'être la voix des personnes atteintes de diabète et de porter avec enthousiasme tous les projets susceptibles de changer leur quotidien », a indiqué le Dr Evariste Bouenizabila. Le président de l'as-

sociation Diabaction a également plaidé pour que soit renforcé le partenariat dans la gestion des centres spécialisés créés dans les enceintes des hôpitaux.

L'affection du diabète connaît une évolution croissante au Congo. La prévalence nationale est de 7% actuellement. Ainsi donc, le professeur Richard Bileckot a réitéré l'importance pour le Congo de renforcer une chaîne de solidarité active pour promouvoir les projets liés à la lutte contre le diabète et l'appropriation par le ministère de la Santé des projets pilotes.

Par contre, au niveau mondial les projections sont alarmantes avec une prévision de 80% de malades supplémentaires dans les 10 ans à venir. Les pays en voie d'émergence dont le Congo seront tout particulièrement touchés. Déjà, le diabète est la 2<sup>e</sup> cause d'hospitalisation en Afrique.

#### L'immunisation est difficile

Cette pathologie progresse et les facteurs de risque qui sont

nombreux. L'âge par exemple prédispose au diabète parce que tout le monde peut être atteint du diabète. Il y a l'obésité et les antécédents familiaux. Le tabagisme joue un grand rôle. Il faut aussi éviter l'alcool.

Les structures sanitaires respectent le protocole thérapeutique de la prise en charge des diabétiques. Mais il est aussi important d'introduire des programmes spécifiques d'enseignements des matières ayant trait à la prévention contre le diabète.

Rappelons que le diabète a été déclaré épidémie, le 14 novembre 2012, à l'occasion de la Journée mondiale du diabète placée cette année sur le thème « La prévention du diabète et l'éducation : protégeons notre futur ».

La journée mondiale du diabète a été lancée en 1991 pour enrayer l'incidence croissante de ce fléau. En 2007, les Nations unies adoptent la résolution 61/225 et officialisent une journée pour amplifier la lutte contre cette pathologie.

Fortuné Ibara

## TALANGAI

## Privat Frédéric Ndeké veille au bon fonctionnement des administrations publiques

L'administrateur-maire du 6<sup>e</sup> arrondissement de Brazzaville, Privat Frédéric Ndeké, est descendu le 5 juillet en matinée dans quelques administrations publiques relevant de sa circonscription pour contrôler la mise en application des directives du chef de l'Etat qui visent, entre autres, la rupture avec des comportements déviants

Il est 7 h 35, lorsque le premier citoyen de Talangaï a foulé le sol du nouveau siège de son arrondissement, situé à proximité de l'ancienne paroisse Saint-Louis des Français, détruite par les explosions du 4 mars 2012. En effet, Privat Frédéric Ndeké a assisté à l'arrivée de certains de ses collaborateurs à qui il demandait les motifs de leur retard. Après les agents relevant directement de sa tutelle, l'administrateur-maire du 6<sup>e</sup> arrondissement, s'est rendu à l'hôpital de base de Talangaï où il a visité quelques compartiments dont les services administratifs, l'imagerie médicale et la gynécologie obstétrique.

#### Pas d'eau souillée de la morgue devant l'hôpital de Talangaï

En effet, détruit complètement lors du drame de Mpila en 2012, l'hôpital de base de Talangaï, a été réhabilité par le gouvernement. Interrogé par la presse sur les eaux souillées qui jonchaient parfois l'avenue principale, Privat Frédéric Ndeké a répondu que la solution avait été trouvée. « Je crois que c'est pour

cette raison, que nous avons débuté notre visite par l'hôpital de base de Talangaï. Nous gérons souvent des rumeurs au lieu de la réalité. Nos agents étaient informés de ce que les eaux souillées de l'hôpital et notamment de sa morgue étaient déversées sur le grand collecteur qui se trouve devant cette structure. Je crois avoir posé la question au responsable de cet hôpital, il s'agit d'un problème qui a été réglé depuis fort longtemps parce que le dispositif est fonctionnel », a rassuré l'administrateur maire.

#### La prostitution et le banditisme, deux fléaux majeurs à Talangaï

S'attachant aux questions de sécurité, Privat Frédéric Ndeké a visité le commissariat de police d'arrondissement 6 Talangaï qui a déjà intégré son nouveau bâtiment. Ici, le nouveau commissaire, le capitaine Patrick Armand Debougna a informé le maire des actes de banditisme perpétrés par des jeunes, particulièrement au quartier 66 lors des veillées mortuaires. Il a aussi évoqué l'existence des hôtels de fortune qui encouragent les adolescents à la prostitution. « Les victimes n'arrivent pas à contacter la police, ce n'est que par l'intermédiaire des tierces personnes que nous sommes informés, mais lorsque nous arrivons sur place, les délinquants prennent la fuite. J'ai commencé à convoquer les chefs



Le maire de Talangaï s'entretenant avec les responsables du CSI Marien-Ngouabi en présence du commissaire ; crédit photo Adiac

de quartiers et de bloc pour que nous travaillions en synergie » a expliqué le commissaire de police. L'administrateur-maire a, de son côté, demandé à la police de fournir une fiche à la fin de ces rencontres afin de lui permettre de convoquer les chefs de quartiers d'autant plus que ces maux ne peuvent être éradiqués que grâce à une collaboration étroite entre les deux parties.

#### Plus de marché de fortune devant le CSI Marien-Ngouabi

A la demande des responsables du Centre de santé intégré Marien-Ngouabi, Privat Frédéric Ndeké a pris la décision de ne plus voir des gens étaler des marchandises et autres objets de vente devant cette structure. Il a aussi interdit la gare routière de fortune installée aux alentours de cet établissement

sanitaire. Ainsi, la police a reçu mission de déguerpir dès le 6 juillet tous ceux qui s'entêteraient. La mairie a, par ailleurs, demandé à tout vendeur et tout propriétaire de véhicule qui exploitaient cet espace de se rapprocher d'elle afin de lui trouver un autre endroit pour leur permettre d'exercer leurs activités informelles.

Le maire a aussi visité les agences de la SNE et SNDE ainsi que l'Inspection divisionnaire des contributions directes et indirectes de Talangaï, une structure de la direction départementale des impôts et des domaines de Brazzaville. « Lors de notre première descente, le bilan était un peu mitigé, aujourd'hui, nous sommes satisfaits parce que dans l'ensemble des services visités ce matin, plus de 80% des agents étaient présents. Je pense que nous

sommes en train de vivre l'étape de l'applicabilité des décisions prises par le chef de l'Etat et prononcées lors de son discours d'investiture le 16 avril au Palais des congrès », s'est réjoui Privat Frédéric Ndeké, précisant que l'objectif est de faire en sorte que tous les agents arrivent au travail dès 7h30.

Notons que les résultats de cette visite ont été présentés aux agents évoluant à la mairie de Talangaï, qui doivent tout mettre en œuvre afin d'arriver au lieu de service à temps, et de corriger la paresse constatée aujourd'hui, car le dernier travailleur de la mairie est arrivé au service à 10h 26 le 5 juillet alors qu'eux c'était à 8 heures 35.

Parfait Wilfried Douniama

Peinture complète sur  
tous types de véhicule

du 05 Juillet au 05 Octobre 2016

OFFRE PROMOTIONNELLE

Votre voiture mérite  
la plus belle des robes !

4X4

590 000 FCFA  
TTC

BERLINE

490 000 FCFA  
TTC

\* Hors carrosserie et Pièces de rechange



CFAO MOTORS CONGO  
cfagroup.com

POINTE-NOIRE  
📍 :13 Rue Côte Matève  
☎ :+242 05 550 6363  
☎ :+242 05 313 2997

BRAZZAVILLE  
📍 :Bld Denis Sassou Nguesso  
☎ :+242 06 938 7898  
☎ :+242 05 313 2998

NO N A LA  
CONTREFAÇON

NEXA AUTOCOLOR

## BURUNDI

## Reprise du dialogue de sortie de crise samedi à Arusha

**Relancé en mai après plusieurs mois de blocage, le dialogue interburundais doit se poursuivre à partir de samedi à Arusha, en Tanzanie, sous les auspices du facilitateur dans la crise, l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa. La principale coalition d'opposition - le Conseil national pour le respect de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi et de l'Etat de droit (Cnared) - devrait encore être absente.**

D'après Macocha Tembele, le secrétaire particulier du facilitateur dans le conflit burundais, l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa, ce « *prochain round du dialogue de sortie de crise au Burundi est prévu du 9 au 12 juillet (...) à Arusha* ».

Même si la liste des invités n'a pas été officiellement communiquée, un diplomate occidental qui a requis l'anonymat a indiqué que « *la médiation va une nouvelle fois inviter pratiquement les mêmes partis et organisations de la société que lors de la relance du dialogue en mai, c'est-à-dire sans l'opposition regroupée au sein du Cnared* ».

Après la relance du dialogue interburundais tenu du 21 au 24 mai à Arusha, sans le Cnared, Benjamin Mkapa avait rencontré les 10 et 11 juin à Bruxelles les dirigeants de cette plate-forme, qui s'étaient dits « très satisfaits » à l'issue de ces pourparlers. Mais le facilitateur semble avoir encore cédé à la pression de Bujumbura malgré les appels répétés de la communauté internationale à l'organisation d'un dialogue inclusif. Cela ne surprend guère puisqu'après la rencontre de Bruxelles, et en dépit des efforts déjà consentis par la médiation pour résoudre la crise, le gouvernement burundais avait déjà réitéré son refus de s'asseoir à la table des négociations avec la plateforme de l'opposition, qu'il accuse d'être liée à une tentative de coup d'Etat en mai 2015 et aux violences actuelles.

Réagissant à cette position du pouvoir, l'opposition l'a qualifiée récemment de « sabotage du processus de paix ». « *La démarche d'inclusion du facilitateur est salutaire pour le Burundi. Il n'appartient pas à Bujumbura de désigner l'identité de qui doit être autour de la table des négociations* », a souligné la Cnared dans un communiqué.

« *Comme le pouvoir burundais a fait de la participation du Cnared une ligne rouge, Mkapa doit faire un choix entre la présence du Cnared ou celle du pouvoir burundais à Arusha. Il semble avoir opté pour le premier* », a regretté le diplomate suscit.

Notons à titre de rappel que le Burundi a plongé dans une grave crise émaillée de violences lorsque le président Pierre Nkurunziza a annoncé sa candidature en avril 2015 pour un troisième mandat, avant d'être réélu en juillet. Et depuis le début de la crise, les violences ont fait plus de 500 morts. Le Haut-commissariat de l'ONU aux réfugiés estime à plus de 270.000 le nombre de Burundais qui ont fui leur pays du fait de ces violences.

Nestor N'Gampoula

## En bref

## L'UE accepte des mesures de régulation pour les sels minéraux dans les zones de conflits

Les entreprises de l'Union européenne qui importent de l'étain, du tantale, le tungstène et de l'or des zones de conflits devront démontrer que leurs activités n'alimentent pas les conflits armés, en vertu des nouvelles règles de l'UE qui ont suscité les critiques des groupes de défense des droits de l'Homme, refusant à ces entreprises de faire commerce.

Les règlements proposés ont été convenus par les législateurs de l'UE, les Etats membres et la Commission européenne. Les règles devraient être adoptées formellement dans les prochains mois. Selon les nouveaux règlements, les Etats membres nationaux devraient surveiller la conformité avec les règles et définir la taille des sanctions pour toutes les entreprises de sels minéraux qui enfreignent les lois.

Les nouvelles règles seraient applicables à tous les conflits armés, mais l'UE a distingué la République démocratique du Congo comme un exemple notoire. Les trafics des minéraux et des diamants des conflits ont alimenté financièrement les combats dans ce pays, et conduit au déplacement de plusieurs millions de personnes.

## Le Rwanda exploite « les démons » du lac Kivu pour alimenter l'économie

Certains Rwandais racontent des histoires de « démons » au sein du lac Kivu causant la mort de pêcheurs et de nageurs qui ont parfois disparu sur l'une des grandes étendues d'eau du continent.

Partout en Afrique, les gouvernements ont du mal à augmenter la capacité d'alimentation en électricité et à développer des réseaux pour répondre aux exigences de la croissance des populations et de leurs aspirations montantes. L'approvisionnement en électricité et la pauvreté sont souvent cités comme les plus grands obstacles à l'investissement.

L'usine KivuWatt du Rwanda, fonctionnant depuis mai dernier, fait partie d'un réseau de projets visant à fournir de l'électricité à 70% d'une population de 11 millions de personnes. Aujourd'hui, seulement 25% ont accès à l'électricité, d'où la nécessité d'introduire des énergies renouvelables.

Le Rwanda, l'un des pays les plus pauvres d'Afrique, mais aussi parmi ceux qui ont le plus de croissance, est en train d'exploiter ses ressources solaires, la tourbe et l'hydraulique, pour permettre à ce pays enclavé de réduire sa facture énergétique, et en même temps stimuler l'industrie et les emplois.

Sonya Siesnik

## CENTRAFRIQUE

## L'ONU craint une nouvelle flambée de violence

**Après une série d'incidents majeurs survenus à Bangui et dans plusieurs zones rurales, le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a jugé urgent de renforcer la sécurité en Centrafrique.**

« *Alors que 2016 avait débuté sous de bons auspices, avec les élections réussies de février 2016, les événements récents qui se sont déroulés à Bangui et dans plusieurs endroits du pays me font craindre une nouvelle escalade de violence dans les mois à venir* », a déclaré le Haut-Commissaire, le 4 juillet, dans un communiqué de presse. « *Il est urgent de désarmer les groupes armés, qui restent bien trop puissants et ont toujours le potentiel de rallumer le conflit, de rétablir l'autorité étatique et l'Etat de droit, et de garantir la sécurité de tous les civils* », a-t-il poursuivi.

Depuis la mi-juin, des heurts entre des éléments armés et des soldats de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisa-

tion en République centrafricaine (MINUSCA) dans le quartier musulman PK5 ont abouti à la mort de six hommes armés et fait 15 blessés parmi les civils. « *Plusieurs incidents récents ont aussi eu lieu dans diverses régions, où les groupes armés continuent d'exercer leur contrôle, de commettre des violations graves des droits de l'Homme et de prendre les civils pour proie* », a souligné Zeid Ra'ad Al Hussein.

Au total, précise-t-il, que les affrontements impliquant des groupes armés, y compris les ex-Séléka et anti-Balaka, en dehors de Bangui ont fait au moins 17 morts depuis le début du mois. « *Renforcer la sécurité et la lutte contre l'impunité reste un enjeu absolu pour l'établissement d'une paix et d'une réconciliation durables en République centrafricaine* », a déclaré le Haut-Commissaire, en insistant sur « *le besoin impérieux de reconstruire le système judiciaire et de rétablir la confiance dans les institutions étatiques afin que les gens ne ressentent plus le besoin de se faire justice eux-mêmes ou de*

*compter sur les groupes armés pour leur sécurité* ».

Le Haut-Commissaire a aussi exprimé sa préoccupation face aux violations continues des droits de l'Homme commises par l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) dans le sud-est de la République centrafricaine et a appelé à faire davantage d'efforts pour combattre ce groupe, qui s'est rendu coupable de meurtres à grande échelle, de mutilations, d'enlèvements, d'esclavage sexuel et de recrutement forcé d'enfants soldats dans quatre pays d'Afrique centrale au cours des trois dernières décennies. Il a par ailleurs dit être « *profondément préoccupé par des informations crédibles et troublantes* » portant sur des violations et atteintes aux droits de l'Homme par des membres de l'armée ougandaise déployés en République centrafricaine dans le cadre d'opérations contre la LRA. Parmi celles-ci figurent des allégations de violence et exploitation sexuelles, d'enlèvement et des mariages forcés.

Josiane Mambou Loukoula

## DROITS DE L'HOMME

## L'Union européenne privilégie la coopération avec la société civile

**Le Conseil européen vient d'adopter le rapport annuel sur la situation des droits de l'Homme et de la démocratie dans le monde en 2015.**

Ce rapport de l'Union européenne sur les droits de l'homme dans le monde s'intéresse aux Etats membres, mais également à l'ensemble de la communauté internationale qui a dû faire face à de nombreux défis pendant cette année.

Le document fait également état de la politique de l'Union européenne (UE) en matière de droits de l'homme, de démocratie et de développement face aux crises et conflits qui ont eu lieu en 2015.

L'UE rappelle les efforts engagés pour relayer la cause des droits de l'Homme via sa politique extérieure, particulièrement dans les domaines des échanges commerciaux et du développement.

« *Ce rapport souligne l'importance de la coopération avec la société civile dans le cadre de la lutte contre la torture, notamment la formation des points focaux droits de l'Homme des délégations de l'UE et des Etats membres, assurée conjointement par le service de coopération extérieure de l'UE et des ONG de*

*lutte contre la torture* », précise le texte.

Enfin le rapport souligne l'initiative de la FIACAT qui a organisé, le 19 novembre 2015, sous l'égide du Comité des Nations unies contre la torture (CAT), un atelier réunissant les instances onusiennes, européennes et la société civile pour partager leurs expériences respectives et renforcer ainsi les synergies d'actions entre elles dans la lutte contre la torture.

Cette session privée, qui s'est déroulée lors de la 56ème session du CAT, a été l'occasion pour les participants et intervenants d'échanger sur les pratiques des uns et des autres en matière de lutte contre la torture.

Après un exposé de l'action extérieure de l'Union européenne par des représentants de la Commission européenne et des pratiques locales de la société civile par le président de l'ACAT Côte d'Ivoire, les débats ont porté sur les moyens de garantir un meilleur suivi des recommandations du CAT. Cette session a permis d'amé-

liorer la compréhension du processus de prise de décision de l'UE, des outils relatifs à la lutte contre la torture et le soutien aux initiatives locales. L'atelier a été également l'occasion de faire part des activités de monitoring des organisations de la société civile, au niveau national, régional et international en matière de suivi des recommandations des organes des traités.

Le partage d'initiatives et d'expériences des différentes parties prenantes a révélé la nécessité de mieux coordonner les activités de chacun et d'appréhender la lutte contre la torture dans son ensemble pour garantir une plus grande efficacité.

Par ailleurs, la FIACAT (Fédération internationale de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture) appelle les institutions internationales et régionales, les Etats et les organisations de la société civile à maintenir un lien constant entre eux pour abolir la torture à travers le monde, car aujourd'hui, nul ne saurait imaginer une action sans une plus grande concertation pour une efficacité renforcée.

Yvette Reine Nzaba

## COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

La 4<sup>e</sup> édition du forum des affaires Afrique-Singapour prévue en août prochain

Pour aider les entreprises africaines et singapouriennes à développer leurs relations et à discuter des partenariats, International Enterprise (IE) – une agence gouvernementale motrice dans la promotion de l'économie extérieure de Singapour – organise le quatrième Forum des affaires Afrique-Singapour (FAAS), du 24 au 25 août à Singapour City. Une occasion pour renforcer les liens en matière de commerce et d'investissement entre l'Asie et l'Afrique.

Cette rencontre sera l'occasion d'aborder « une grande gamme de questions critiques sur le paysage économique de l'Afrique et des perspectives sur des avantages concurrentiels de Singapour, et identifiera les opportunités de collaboration stratégique entre les deux régions », selon un communiqué.

Le forum des affaires Afrique/Singapour a réuni depuis 2010, quelque 2.000 dirigeants d'entreprises et de gouvernement de 30 pays. Il s'agit d'une plateforme d'affaires de premier plan pour favoriser l'investissement, le commerce et le leadership éclairé entre l'Asie et l'Afrique. Ce qui fait que les économies entre Singapour et le continent africain poursuivent leur progression. Pour preuve, de 2004 à 2014, les investissements directs de Singapour en Afrique ont augmenté d'un taux annuel de 5,9 %. Dès

fin 2014, les placements cumulés de ce pays en Afrique ont atteint 22,1 billions de dollars. A ce jour, il y a plus de 60 entreprises singapouriennes qui sont actives dans 50 pays africains, y compris l'Angola, l'Égypte, l'Éthiopie, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Mozambique, le Maroc, le Nigeria, la Tanzanie, l'Afrique du Sud et l'Ouganda. « Les secteurs concernent les matières premières agro-alimentaires, le pétrole et le gaz, le transport et la logistique, la technologie et l'infrastructure urbaine (établissement de plan directeur, électricité, eau) », note le communiqué.

Le directeur du groupe Moyen-Orient et Afrique à International Enterprise (IE) Singapore, G. Jayakrishnan, a dit que les Singapouriens sont encouragés par la réceptivité des partenaires des secteurs public ou privé de l'Afrique à la partici-

pation accrue de Singapour. « Il est fort stimulant de voir l'intérêt grandissant et une compréhension plus nuancée de l'opportunité africaine au sein de la communauté des affaires de Singapour », a-t-il fait remarquer. « Alors que l'Afrique s'urbanise rapidement, il y aura une demande croissante de savoir-faire dans la gestion et la planification de la ville, la fourniture de solutions pour les services publics (eau, électricité), le logement, le transport et la logistique. Singapour a beaucoup plus à offrir dans ce domaine, étant donné sa propre histoire d'urbanisation récente », a-t-il ajouté.

G. Jayakrishnan s'est réjoui de ce que la classe moyenne grandissante en Afrique offre également des possibilités aux entreprises singapouriennes dans le commerce de détail, les secteurs de la consommation et des denrées alimentaires d'offrir des produits et des services qui répondent aux demandes du consommateur émergent africain.

Les secteurs potentiels pour les partenariats Afrique/Singapour s'étendent à la technolo-

gie afin d'apporter des solutions de paiement, la logistique et la livraison, l'apprentissage en ligne, et la technologie des drones pour la surveillance des terres agricoles et des rendements, etc. A cela s'ajoutent la gestion de l'eau et la planification urbaine qui est un domaine dans lequel Singapour a développé une expertise en raison de ses contraintes foncières.

Etant donné que les gouvernements africains privilégient des marchandises produites localement comme substituts aux importations étrangères, les entreprises de Singapour ont une opportunité de se lancer dans le marché fabrication, souligne le communiqué. Dans tout cela, Singapour compte surtout sur la taille et la démographie favorable de l'Afrique qui présentent un important potentiel de croissance de la consommation.

Notons qu'Indorama, Olam, Tolaram et Wilmar sont quelques exemples d'entreprises de Singapour qui ont une vaste présence sur le continent africain avec des installations de traitement intégrées.

Nestor N'Gampoula

## PROMOTION DE LA FILIÈRE BOIS

## Le Gabon abrite un forum international

Dans l'optique de promouvoir l'industrialisation du secteur bois dans les pays du Bassin du Congo, le Gabon accueillera du 13 au 15 juillet prochain, un forum international.

Ce Forum de trois jours, connaîtra la participation active des représentants et experts des organismes spécialisés à savoir : l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme FAO-Flegt de l'Union européenne, l'Association techniques des bois tropicaux (Atipt) et l'Organisation internationale des bois tropicaux (Oibt).

Selon les organisateurs, cette réunion permettra également aux participants de définir les grandes lignes d'action pour booster la filière bois et tracer l'avenir de cette ressource dans l'économie des pays producteurs, notamment ceux du Bassin du Congo.

Les assises de Libreville définiront les grandes lignes d'action pour booster la filière bois et tracer l'avenir de cette ressource dans l'économie des pays producteurs, notamment ceux du Bassin du Congo, indique-t-on.

Rock Ngassakys



C'est sur la terrasse de l'hôtel Radisson Blu, face au fleuve, le 16 juin dernier, devant un parterre de nombreux invités officiels et clients de la BCI réunis dans une ambiance conviviale que Mr Serge TONDU, Directeur Général de la BCI (Groupe BPCE) a présenté, son successeur Mr Pierre

BALSAN, qui arrive de la Banque Saint Pierre et Miquelon (Groupe BPCE) où il a exercé les fonctions de Directeur Général pendant 12 ans. Au cours de la cérémonie le DG sortant a fait un discours dans lequel il a exprimé tout à la fois son émotion de quitter le Congo, après 3 années

passées aux commandes de la BCI qui furent riches en projets, mais également sa satisfaction d'avoir travaillé avec des collaborateurs engagés et motivés pour contribuer au développement économique et financier du pays.



## COOPÉRATION

## Denis Sassou N'Guesso visite les sièges de Huawei et de la Banque agricole de Chine à Pékin

**Le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso qui séjourne en Chine pour une visite d'Etat, sur invitation de son homologue chinois, Xi Jinping, a entamé lundi, 4 juillet, sa mission par des visites au siège de Huawei et de la banque agricole de Chine.**

Au cours de cette visite qui s'achèvera le 8 juillet, le président congolais qu'accompagnent son épouse et une forte délégation se rendra successivement, après Pékin, dans les villes de Suzhou et Shanghai.

Dans ces trois villes, le président congolais aura, selon une source diplomatique, un agenda chargé où sont inscrits l'accueil officiel au Palais du peuple par le président Xi Jinping, un tête-à-tête entre les deux chefs d'Etat, la signature de plusieurs accords, la rencontre avec le président de l'Assemblée nationale populaire, Zhang Dejiang, le Premier ministre chinois, Li Keqiang, le maire de La ville de Shanghai, des visites d'institutions financières et des entreprises. Dès son arrivée, le chef d'Etat congolais a entrepris deux visites. La première au siège de la Banque agricole de Chine, maison mère de la Banque sino-congolaise pour l'Afrique (BSCA), en construction à Brazzaville. Au



Le couple Sassou N'Guesso lors de la réception à la Banque agricole de Chine

cours d'une séance de travail élargie aux ministres et autres experts côté congolais d'une part, aux hauts responsables de la première banque

commerciale de Chine, d'autre part, Denis Sassou N'Guesso a souligné que l'implantation dans son pays de la BSCA, l'une des plus grandes banques

au monde, était « un message fort » sur l'évolution positive des relations d'échange entre le Congo et la Chine. La deuxième visite qui s'est terminée

par un dîner offert en l'honneur du couple présidentiel congolais, a eu lieu au siège de la société Huawei, qui s'occupe entre autres de la couverture nationale en télécommunications au Congo.

La journée du 5 juillet a débuté par la partie officielle de cette visite avec l'accueil officiel par le président Xi Jinping, suivi de la signature de plusieurs accords qui constituent l'ossature du partenariat stratégique global entre la Chine et l'Afrique, signé à Johannesburg en décembre 2015.

Au nombre de ces accords figurent l'accord pour la construction des infrastructures des Zones économiques spéciales, l'accord sur la conversion et la libre circulation du yuan chinois et du franc CFA en Afrique centrale et en Chine avec comme point focal le Congo-Brazzaville, l'accord de jumelage entre les villes de Zushan et Pointe-Noire, l'accord pour un don de 14 milliards de francs CFA pour la construction du centre de maintenance des avions à Brazzaville, ...

A noter que cette visite d'Etat qui prend fin le 8 juillet à Shanghai, est parmi les cinq rares que le président chinois a accordées aux chefs d'Etat étrangers.

La Rédaction

## DIASPORA

## La communauté congolaise de la région métropolitaine de Washington-DC élit son bureau



Quelques membres de la communauté congolaise de la région métropolitaine de Washington-DC

C'est au cours d'une assemblée générale tenue la semaine dernière à Glover Park (900 Briggs Chaney Rd, Silver Spring, MD 20905) que la communauté congolaise de la région métropolitaine de Washington-DC a élu son bureau pour la période de 2016-2017.

Plus d'une centaine de Congolais, membres de cette communauté ont pris part à cette assemblée générale qui a élu un bureau ayant la charge de diriger la communauté pendant un (1) an. La séance était présidée par le pasteur Israël Victorien Kouvoukinina et le bishop Yvon Obongono.

Après un échange de points de vue sur la situation actuelle de la communauté, le président sortant a rappelé les postes à pourvoir. Il s'agit de la présidence, du secrétariat général et du département de la communication.

Après appel à candidatures, Camille Crépin Lebonzo, président sortant a été réélu à l'unanimité ; Brice Ludovic Ebeka élu à l'unanimité secrétaire général ; Noël Karl Lebondzo Gandou secrétaire à la jeunesse et à la communication.

Dorénavant le bureau de la communauté congolaise de la région métropolitaine de Washington-DC, est au grand complet, avec Alain Mbimi à l'organisation ; Arsène Mbemba au sport ; Joseph Kitembo, aux finances et trésorerie.

Bruno Okokana

## REPRÉSENTATION THÉÂTRALE

## « Au nom du père et du fils et de J.M Weston » sur les planchers à l'IFC

**Ce texte mis en scène par Julien Mabilia Bissila (prix RFI Théâtre 2014), est une prière païenne et « dandy », un hymne à la vie, mis sur les planchers à l'Institut français du Congo (IFC).**

C'est avec Christ Niangouna et Marcel Mankita que Julien Mabilia Bissila, auteur-comédien-metteur en scène, prix Radio France internationale (RFI), a travaillé ce texte. La représentation théâtrale

la mémoire ; la ville qui n'existait plus que dans la tête de ces deux personnages (du théâtre) qui repartent chercher une paire de chaussure. Et comme ils ne retrouvent plus la géographie d'avant, ils sont obligés de faire appel à leur souvenir d'enfance pour essayer de retrouver la ville d'avant et de surcroît retrouver la paire de chaussure. Et donc, ils passent par des souvenirs très durs et anciens. Mais l'idée est de retrouver la paire

tionner leur passé et leur futur. Répondant aux Dépêches de Brazzaville à l'issue de cette représentation, Julien Mabilia Bissila, a déclaré. « C'est ma vie aussi, parce que j'ai passé 2 ans dans la forêt. J'ai échappé à plusieurs accidents de la vie qui auraient dû être mortels. Mais ce qui est important, c'est de poser des questions. Les réponses c'est à chacun de les trouver. On n'est pas à l'église où il faut dire aux gens ce qu'il



Julien Mabilia Bissila, Christ Niangouna et Marcel Mankita sur scène

« Au nom du père et du fils et de J.M Weston », une prière païenne et « dandy », un hymne à la vie, a porté sur l'histoire sur

de chaussure qui est l'héritage laissé par leur père. C'est donc une quête, l'art dans cette représentation étant de questionner leurs vies, ques-

faut faire en leur disant, ceci est un péché, ce qu'il faut faire, c'est plutôt de forger l'esprit critique ».

B.Ok.

## REMERCIEMENTS

Monsieur NZALANKAZI Claude et familles, Mesdames DIAMONIKA Julie, NTINO Monique et familles remercient les amis et connaissances du soutien spirituel, moral et matériel qu'ils leur ont apporté, lors du décès, mardi 20 juin 2016 à Pointe-Noire de leur regrettée fille et nièce NZALANKAZI Allégra. L'inhumation a eu lieu le mercredi 29 juin 2016 au cimetière privé « Ma Campagne » de Brazzaville. L'Eternel a donné, L'Eternel a ôté ; que le nom de L'Eternel soit béni (Job 1 : 21). Que l'âme de NZALANKAZI Allégra repose en paix.



La famille Mvouo, Jean Habib Awassi, Casimir Otta, la veuve Mvouo Diane et les enfants, remercient la Direction de la LCB BANK de Brazzaville et tout le personnel de la LCB BANK de Pointe-Noire, parents, amis et connaissances pour leur soutien financier, matériel et morale, lors du décès de leur fils, neveu et frère, époux et père, le Berger Hilarion Mvouo Atoyi, cadre de la LCB BANK en poste à Pointe-Noire. Qu'ils trouvent ici, l'expression de leur profonde gratitude.



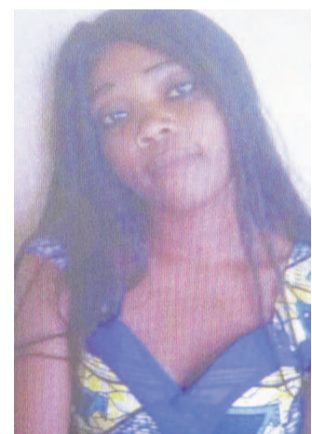
## NÉCROLOGIE

Roger Séraphin loupet agent des Dépêches de B/ville  
La famille Loupet, la veuve Morapenda née Bazenga Philomène, les familles Nanitelamio et Houla, les enfants Moboua annoncent aux parents, amis et connaissances, le programme des obsèques de leur sœur, mère, tante et nièce Christine Nzonzeka, survenu à Abidjan (Côte-d'Ivoire) s'organise comme suit :  
**Judi 7 juillet** : arrivée de la dépouille mortelle à l'aéroport Maya-Maya et dépôt à la morgue municipale ;  
**Samedi 9 juillet** :  
-9h00 : levée du corps à la morgue du CHU et recueillement au domicile familial, n°28 bis, rue Mbamou à Mougali ; et office religieux sur place.  
13h00 : départ pour le cimetière privé Bouka ;  
-15h30 : fin de la cérémonie.



Les familles Mboundza et Eboto informent tous les parents, amis et connaissances que les obsèques de leur frère, père et grand père nommé Daniel Mapika, Inspecteur retraité de la CNSS, auront lieu ce mardi 5 juillet 2016 selon le programme suivant :  
-9h, levée du corps à la morgue municipale de Brazzaville  
-11h, recueillement au domicile du disparu sis rue jardin Kronenbourg  
-13h, départ pour l'enterrement pour cimetière privée Bouka  
-16h, retour et fin de la cérémonie  
Papa Daniel, nous ne t'oublierons jamais !

Charlem Léa Legnoki, Journaliste aux Dépêches de Brazzaville, Messieurs Epiti Faustin Alvarez, Enzongo Yvon Bilbert et Ngambomi Roland tous à Pointe-Noire, ont le profond regret d'informer les parents de Brazzaville, Mossaka, Owando, les amis et tous les ressortissants du district de Mossaka résidant à Pointe-Noire, le décès inopiné de leur sœur et fille, Ebondzo Assy Prodelle Titi, survenu le jeudi, 30 juin 2016 à Pointe-Noire. La veillée mortuaire se tient dans le secteur de Boscongo en face du Camp 31 Juillet à Pointe-Noire. La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



Le groupe des Universités d'Etat de Russie - RACUS en association avec le Centre culturel russe à Brazzaville et le Consulat Honoraire de Russie à Pointe-Noire vous invitent à

# ETUDIER EN RUSSIE

HAUTE QUALITE • PRESTIGE • RECONNAISSANCE MONDIALE

Médecine générale (en français et en russe); Pharmacie (en français et en russe); Médecine dentaire (en français et en russe); Médecine vétérinaire (en anglais et en russe); Pétrole et gaz (en anglais et en russe); Agronomie (en anglais et en russe); Génie civil (en anglais et en russe); Génie mécanique (en anglais et en russe); Géologie; Génie des mines; Technologie des procédés de transport; Sciences économiques; Gestion; Architecture; Télécommunication; Informatique; Aviation; Construction navale et navigation maritime et plus de 500 filières médicales, techniques, économiques et humaines dans plus de 20 meilleures universités.

**Frais d'études et d'hébergement: de 2500 à 3500 dollars américains par an**

**Adresses pour les inscriptions:**

**à Pointe-Noire**  
Avenue Moe Teli, Centre - ville, Arr. 1 Lumumba (Rond - point Davum)  
Tel: +242 055005560; 044806918

**à Brazzaville**  
Centre culturel russe de Brazzaville, Avenue Amilcar Cabral (à côté de Casino, ex-Socore)  
tél: 22.281.19.22, port: 06.664.62.95

**LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES!**  
[WWW.EDURUSSIA.RU](http://WWW.EDURUSSIA.RU)

## CHANGEMENT DE NOM

Je m'appelle Fatoumata Ousman, je désire désormais être appelé Cissé Ousmane. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (3) mois.

# LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente  
Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE  
(africaine, française et italienne)  
Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.

Un Espace culturel pour vos Manifestations  
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces  
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

**Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Gouesso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo**

**Horaires d'ouverture:**  
Du lundi au vendredi (9h-17h)  
Samedi (9h-13h)

## DÉPARTEMENT DE LA LIKOULA

## Le préfet menace les agents de l'État non respectueux des lois

**Les agents de l'État qui ne se conformeront pas aux lois de la République seront renvoyés. C'est ce qu'a déclaré le préfet de ce département au cours de la rencontre citoyenne avec la population, dans la salle de fêtes de la préfecture.**

Dans son adresse à la population, le préfet du département de la Likouala, Gilbert Djombo Bomodjo, leur a dit de façon claire : « Avant de revenir à Impfondo, j'ai dit au président de la République, qu'à mon arrivée, je vais recenser tous les agents de l'État. Ceux qui se comportent mal, qui volent de l'argent de l'État, qui ne se conforment pas aux lois de la République, qu'ils soient civils ou militaires, ils partiront de la Likouala. Comme ils sont habitués aux fiches, ils n'auront qu'à en faire davantage ».

S'agissant des agents de l'État sanctionnés par la préfecture au lendemain des présidentielles, le préfet Gilbert Djombo Bomodjo a dit qu'il a rencontré le président de la République (qui l'a invité) 9 fois. Cependant, en aucune fois, il ne lui a parlé de quoi que ce soit sur tout ce qui s'est dit à Impfondo où ailleurs à son sujet. Il en est de même des ministres. Il s'est réuni avec les ministres Henri Djombo, Gilbert Mokoki, Marius Mouambenga et le député Sabaye, aucun d'eux ne lui a dit quoi que ce soit sur cette affaire, sachant que ce n'est que normal. Toutefois, répondant à ses détracteurs, il a déclaré qu'en aucune fois la signature ne lui a été retirée.

## Le nœud du problème

La loi prévoit qu'aucun administrateur ne peut battre campagne en sa qualité d'administrateur pour un candidat quelconque. Même lui le préfet, n'avait pas le droit d'aller recevoir Denis Sassou N'Guesso, pour la simple raison qu'il venait en tant que candidat à l'élection présidentielle et non en tant que chef de l'État. Et il en devait être ainsi

Betou (département de la Likouala), ce ne sont ni les gendarmes ni les policiers ni encore moins les militaires qui ont pris l'initiative de les arrêter. C'est bien lui-même le



Le préfet s'adressant aux populations du département/photo Adiac

pour tous les candidats à l'élection présidentielle. Il n'est donc pas allé recevoir un quelconque candidat. Mais, d'où vient que si lui en tant que préfet n'est pas allé recevoir Denis Sassou N'Guesso qui, bien que candidat à cette élection, était encore président de la République ; qu'il y ait des cadres et agents de l'État qui aillent recevoir en grande pompe les autres candidats à cette même élection, à l'aéroport ?

« Il y avait une autre manière de sanctionner Denis Sassou N'Guesso au lieu de violer les lois administratives. Les urnes étaient l'unique moyen pour ces cadres qui étaient contre le président sortant de le sanctionner. Car en tant que cadre et agent de l'État, on n'a pas le droit de battre campagne contre l'exécutif. Le faire, c'est montrer qu'on ne connaît pas l'administration. Dès lors, on est exposé aux sanctions en vigueur. La loi vous frappe. C'est ce qui s'est fait ».

Quant aux journalistes arrêtés à

préfet, qui a intimé l'ordre de les arrêter. Le même jour, il a appelé le président de la République à 19h ainsi que son ministre de tutelle pour leur donner l'information de ce qu'il a fait arrêter les journalistes qui sont arrivés à Betou via Liranga sans autorisation préfectorale. « La radio France internationale (RFI) en a parlé, certes. Mais notre département est sensible. Nous ne pouvons pas accepter que des journalistes rentrent dans notre territoire sans informer aucune autorité, ce n'est pas normal. »

## Il faut bannir le tribalisme

Le préfet du département de la Likouala a déploré aussi le comportement tribal des populations de ce département. Ce qui s'est passé à Liranga est une illustration parfaite de ce comportement xénophobe. Les populations de cette sous-préfecture ont passé à tabac monsieur Kanga, un sujet Mbochi, qui est allé remercier les populations de cette contrée pour avoir voté mas-

sivement le président Denis Sassou N'Guesso.

« Le tribalisme ne passe pas chez moi. Même le pouvoir de Brazzaville a compris que tous ceux qui n'aiment pas le préfet Gilbert

Charles Zacharie Bowao est venu le voir à la maison à Brazzaville. Il lui a dit qu'il était venu voir les jumeaux qui sont ses neveux. Puis leur a remis la somme de 100.000 FCFA. En retour, constatant que sa



Une vue des populations et cadres du département de la Likouala/photo Adiac

Djombo Bomodjo sont ceux qui n'aiment pas le président Denis Sassou N'Guesso. Pourquoi commettre un tel forfait à monsieur Kanga. Un Mbochi n'est-il pas un Congolais ? »

Le préfet a stigmatisé l'ingratitude des gens de la Likouala vis-à-vis du chef de l'État. « Les gens de la Likouala sont très ingrats. Je ne serai jamais ingrat envers le président Denis Sassou N'Guesso. Ma première maison à Brazzaville dans la rue Banza 200, c'est Denis Sassou N'Guesso qui me la louait, alors lieutenant et moi élève au lycée. Mes premiers fauteuils dans ma vie, c'est lui qui me les avait achetés. Je ne pourrai jamais oublier ces bienfaits. Même s'il me relève au poste de préfet. Je l'ai connu en 1966 aujourd'hui, nous sommes en 2016, ça fait 50 ans. Je n'ai jamais demandé de protocole pour le rencontrer ».

Pour Gilbert Djombo Bomodjo, la plupart des gens qui sont venus d'autres départements sont moins ingrats que les originaires de la Likouala, surtout ceux des districts de Bouanela et d'Epéna. Il ne s'agit pas des populations mais des cadres, a-t-il précisé. Et d'ajouter : « J'ai fait de certaines gens des députés, des sous-préfets, ..., mais après ils m'ont oublié. Je réitère que le Congolais qui vient de n'importe quel département est chez lui ici dans la Likouala et bénéficie de tous les droits. Aucun likoualien ne peut l'empêcher de vivre ici ».

Répondant à ceux qui pensent qu'il y a la discrimination en ce qui concerne les réceptions à la préfecture, Gilbert Djombo Bomodjo a dit qu'il reçoit tout le monde sans distinction aucune, même les partis politiques. A titre d'exemple, le ministre Charles Zacharie Bowao est un petit frère, dit-il. Lorsqu'il l'a vu à Brazzaville, il n'a pas hésité de lui faire la remontrance. Il lui a demandé comment il pouvait venir à Impfondo sans lui rendre visite. Est-ce pour dire que la famille est finie ? Charles Zacharie Bowao lui aurait répondu qu'il avait été informé par le commandant de zone à l'aéroport que le préfet n'était pas sur place. Toutefois il a dit qu'il avait compris. Et le lendemain

pare-brise était cassée, le préfet a demandé à ce que ça soit changé et c'est ce qui fut fait. « C'est pour vous dire de ne pas confondre le positionnement politique et la famille. Ce n'est pas parce qu'on n'est pas dans le même parti politique qu'on devient ennemi », a dit le préfet.

Parlant des dotations, le préfet de la Likouala a dit à la population qu'il est le premier à acheter une moto destinée à l'hôpital de Bouanela. Et partout, la plupart des agitateurs sont les cadres de ce district. Là, je viens d'envoyer des moteurs que j'ai achetés avec mon propre argent. Qu'est-ce que les cadres de Bouanela font pour leur district, si ce n'est d'intoxiquer la population ? Dans d'autres départements, les cadres se cotisent à la hauteur d'au moins 50.000 FCFA pour faire face aux vacataires, mais pourquoi ceux de la Likouala ne le font pas ? Même les boîtes de craie, ils ne les achètent pas pour l'éducation de leurs enfants.

Le préfet a dit à la population avoir acheté 8 moteurs qu'il va envoyer à Bouanela. Il a acheté 400 litres d'essence et va envoyer 50 litres dans chaque district. « Au lieu d'intoxiquer la population, je voudrais qu'un jour, chacun de nous fasse le bilan de ce qu'il a fait dans la Likouala. Nous avons dans la Likouala, des ministres, des sénateurs, des députés, des directeurs généraux. Je voudrais que chacun de nous fasse le point de ce qu'il a fait pour le département ou pour son village. je ne trouve pas nécessaire de procéder à des intoxications. Soyons unis pour construire la Likouala ».

Quant au vol, le préfet a demandé à la population d'informer la police sur les éventuels voleurs qui procèdent par des actes inciviques ces derniers temps. Ils ont même volé des panneaux solaires. « Nous-mêmes sommes responsables du désordre dans notre département ».

Avant de mettre un terme à son harangue, le préfet de la Likouala a annoncé à la population qu'il se bat pour qu'Impfondo bénéficie d'une mairie centrale qui lui donnerait sans doute un nouveau visage et de nouveaux atouts.

**Bruno Okokana**

**MIKHAEL'S HOTEL**

**SUIVEZ L' EURO 2016 SUR ECRAN GEANT**

**50% de réduction sur toutes les boissons alcoolisées**

**Menu spécial pour L'EURO 2016**

Contact:  
00242 06 4 66 66 21  
00242 05 3 66 66 21  
00242 06 4 66 66 17

**EURO 2016 FRANCE**

## SUD-KIVU

## Un plaidoyer pour le soutien au développement du quartier Mosala

**Le chef de cette entité politico-administrative de la ville de Bukavu, Roger Balindamwami, a lancé un appel aux ressortissants de ce quartier et de toute la province en vue de participer aux projets visant l'émergence de ce quartier.**

Pour le chef de quartier Mosala, commune de Kadutu, ville de Bukavu, dans le Sud-Kivu, l'ingénieur Roger Balindamwami Lobo, a lancé un appel pour la reconstruction de cette entité dont le passé est une contribution dans l'histoire de cette province et du pays tout entier. Dans un entretien avec les Dépêches de Brazzaville, cette autorité politico-administrative a noté que l'expérience acquise pendant les six années passées à l'hôtel de ville de Kinshasa comme conseiller du gouver-

neur de la capitale congolaise, en charge de développement, constitue un grand atout pour la gestion d'un quartier comme Mosala, avec une histoire riche. Cependant, a-t-il souligné, le quartier étant une entité déconcentrée, sans aucune ressource financière, son émergence ne pourrait être soutenue que par l'apport des ressortissants dudit quartier éparpillés à travers le pays et partout dans le monde, ainsi que de toute personne de bonne volonté éprise de paix et d'amour pour la reconstruction de ce quartier.

C'est dans cette optique qu'un appel est lancé en direction des fils et filles de cette entité et de toute la province du Sud-Kivu, afin de mettre la main à la pâte pour la réalisation de différents projets de développement



Une rue réhabilitée du quartier Mosala.



: le chef du quartier Mosala, l'ingénieur Roger Balindamwami.

conçus.

### Une histoire très riche

Retraçant l'histoire de l'entité sous sa gestion, l'autorité politico-administrative et chef de quartier, Roger Balindamwami Lobo, pense que ce n'est pas un hasard que le quartier Mosala est mis en évidence à Bukavu. Selon lui, c'est par ce quartier de Bukavu qu'en 1956, le roi Baudouin a lancé les travaux de construction des maisons dites « Fonds du roi », après une courte visite sur l'avenue Funu Nakishe, l'une des onze avenues du quartier Mosala, chez Mwa Kada. Alors qu'en 1958, en visite à Bukavu, le leader du parti politique MNC plus tard Premier ministre du Congo indépendant, Patrice-Emery Lumumba, a passé la nuit sur

l'avenue Buholo 4 au numéro 27, chez un de ses collègues, qui travaillait à la poste.

Le quartier Mosala abrite également la paroisse Sainte Trinité de Buholo, sur l'avenue Buholo III, dont les travaux avaient été lancés en 2013, par l'Archevêque de Bukavu, Mgr Marroy Rusengo François Xavier. En 2015, en appui à la réhabilitation par le gouvernement provincial et le gouverneur du Sud-Kivu, Marcellin Cishambo, le Président de la République, Joseph Kabila Kabange, a visité la route réhabilitée en pavées et le stade Mzee Laurent-Désiré Kabila, construit par le budget participatif, sur l'avenue Buholo IV, l'une des onze avenues de ce quartier.

Lucien Dianzenza

## BUSINESS EN AFRIQUE

# L'État affaiblit les entrepreneurs locaux

**En dépit du contexte d'essoufflement des croissances économiques de la région, les prochaines années pourraient être déterminantes pour l'entrepreneuriat africain.**

Une enquête réalisée auprès de cent cinquante dirigeants d'entreprises d'Afrique par le cabinet conseil Pricewaterhousecoopers (PwC) confirme un état d'esprit plutôt optimiste sur fond d'inquiétude. Les patrons ne s'inquiètent pas seulement des perspectives mondiales peu prometteuses mais aussi de l'absence de collaboration et de clairvoyance de l'État dans les domaines sous son contrôle, notamment le taux de change et la fiscalité.

Les questions abordées dans cette étude conduite entre novembre 2015 et avril 2016, donc en pleine crise des matières premières, révèlent les sentiments confus au sein de l'entrepreneuriat africain. En effet, bien des éléments vont continuer à affecter la rentabilité d'une entreprise. Comme le soutient l'enquête, il s'agit souvent des éléments échappant totalement au contrôle du monde patronal. Le tout premier épinglé

par les entrepreneurs africains concerne les domaines gérés par l'État. 92 % des dirigeants déplorent la volatilité du taux de change pour ses effets dévastateurs sur la santé financière d'une entreprise. Par ailleurs, les réponses des gouvernements africains aux déficits budgétaire et fiscal ainsi que l'accumulation de la dette publique constituent également des motifs d'inquiétude pour 90 % des patrons interrogés. L'enquête révèle aussi que 84 % des questionnés craignent une hausse des impôts, 80 % l'instabilité politique, 79 % le chômage galopant, 79 % les réglementations rigoureuses, 77 % les infrastructures inadéquates et 75 % les incertitudes géopolitiques.

### Les raisons d'espérer

66 % des patrons pensent que la conjoncture économique mondiale ne va pas s'améliorer au cours de la prochaine année. Pour autant, l'Afrique reste une terre d'opportunités. C'est en tout cas l'avis de 78 % des interrogés qui mettent en avant plan les opportunités de croissance qui se présenteront dans la région au cours des 12 prochains mois. Une forte proportion des patrons

plutôt « optimistes » croient que les trois prochaines années seront déterminantes pour leurs entreprises. Mais il leur faudra d'abord mettre en œuvre des stratégies de croissance adéquates pour réaliser les performances attendues. Et c'est le bon moment d'y songer. En effet, les économies de la région ont enregistré, pour la plupart d'entre elles, une longue période de croissance positive. Si 56 % projettent d'établir des alliances stratégiques durant les 12 prochains mois, 26 % penchent plutôt pour des fusions - acquisitions domestiques et 16 % pour des fusions - acquisitions impliquant des entreprises étrangères. Néanmoins, il est difficile d'espérer lancer des stratégies adaptées aux entreprises africaines sans passer par une meilleure maîtrise des tendances mondiales. Aussi les patrons africains veulent-ils mettre en œuvre des nouvelles politiques qui prennent en compte les avancées technologiques, la légère décrispation de la croissance économique mondiale, la rareté des ressources naturelles, le changement climatique, la croissance démographique et l'urbanisation. Une équation qui s'avère plutôt complexe.

Laurent Essolomwa

## LÉOPARDS FOOTBALL

# Christian Nsengi Biembe nommé deuxième sélectionneur adjoint

**L'information a été diffusée sur radio Top Congo FM. Le technicien congolais de souche Christian Nsengi Biembe complète le staff technique des Léopards football senior messieurs de la RDC. Il assumera désormais le poste de deuxième sélectionneur adjoint, aux côtés de Florent Ibenge Ikwange, sélectionneur principal, et Mwinyi Zahera, premier sélectionneur adjoint.**

En séjour à Kinshasa depuis quelques jours, Christian Nsengi Biembe, basé en Belgique, aura pour mission de superviser les internationaux RD-Congolais et d'autres joueurs, binationaux, potentiellement sélectionnables chez les Léopards de la RDC. Le staff technique a donc été, pendant deux ans, sans un deuxième sélectionneur adjoint ; l'on se souvient que le technicien français Robert Nouzaret, alors sélectionneur de la RDC, avait deux adjoints, Muitubile Santos comme premier adjoint et Otis Ngoma Kondi comme deuxième adjoint. Pour sa part, Claude Le Roy a eu Sebastien Migné comme premier adjoint (bien que vacataire qu'il a imposé au sein du staff technique), et Santos Muitubile comme deuxième adjoint. Né en 1962, Christian Nsengi Biembe a très peu joué au football avant de se convertir en entraîneur de football. A la fin des années 1990, il fait partie

d'un groupe de personnes qui fondent le club de football Beko à Kinshasa. Ensuite, il part en Belgique pour suivre les cours d'entraîneur couronnés par un diplôme Uefa A. C'est lui qui ramène au pays le projet des Léopards Espoirs (U23) en 2002, avec dans sa suite feu le technicien Bibey Mutombo Kalambayi, d'où sont sortis des joueurs comme Hérita Ilunga, Christian Kinkela, Ndumbu Sungu, Trésor Luntala, etc. Et plus tard en juillet 2011, sa sélection a été éliminée de la course pour la qualification aux Jeux africains de Maputo et de la qualification pour les Jeux Olympiques de Londres 2012 par le Cameroun. Il y a eu à cette époque des joueurs comme le gardien de but Dibulana, Yannick Bangala, Felekeni, Viku, Thierry Kasereka, Asumani, Diego Mutombo, Ilunga, Maisha, Beaubo Ungenda, Deo Kanda, Pierre Botayi, Nzambere, etc.

Mais déjà en mars 2007, Christian Nsengi Biembe avait pris les rênes de l'AS V.Club comme entraîneur principal, avant d'être remercié en juillet. Il avait, en 2009 alors sélectionneur des Léopards espoirs, porté plainte à la Fifa contre V.Club sur son limogeage après l'échec du règlement à l'amiable entre les deux parties. Et la Fifa avait sommé V.Club de fournir des explications à ce sujet. C'est donc un technicien au parfum du foot-



Christian Nsengi Biembe, deuxième adjoint du sélectionneur Florent Ibenge (photo Leopardsfoot.com)

ball du terroir qui intègre le staff technique national, lui qui a coaché en octobre 2015, avec Eric Tshibusu comme adjoint de circonstance, les Léopards lors de deux matchs amicaux de date Fifa contre les Super Eagle du Nigeria (victoire congolaise 2-0) et contre les Panthères du Gabon (victoire 2-1), sur autorisation du sélectionneur Florent Ibenge Ikwange. En séjour à Kinshasa en février dernier, il a félicité le sélectionneur pour la victoire des Léopards locaux au quatrième championnat d'Afrique des

nations (CHAN) au Rwanda « Je suis venu dire bonjour à Florent et le féliciter. C'est un frère. On se connaît depuis longtemps et non à partir de cette victoire. On se connaît précisément depuis les années 1996-1997. Cela fait près de deux décennies déjà qu'on se connaît. On s'est connu à l'époque où nous avons fait le projet des équipes d'âges avec Aimé Bongo », déclarait-il sur Leopardsfoot.com. Et de remercier le coach Ibenge pour la marque de confiance pour les deux matchs amicaux Fifa

d'octobre 2016 : « Cela m'a fait plaisir que Florent Ibenge nous ait fait confiance, Eric Tshibusu et moi, du fait qu'il n'ait pas su se déplacer. Il nous a donné la responsabilité, et ensemble, nous avons abattu un travail de titan avec cette réussite au bout. Mais tout le mérite revient à celui qui nous a offert cette opportunité ». L'on veut donc croire que l'ambiance sera sereine au sein du staff technique national avec l'arrivée en son sein de Christian Nsengi Biembe.

Martin Engimo

## MÉDIAS

## Olpa soulagé après la libération d'un journaliste à Goma

**Papy Okito Teme a été libéré, le 2 juillet, après 72 heures d'incarcération, par le Parquet général de Goma et après paiement d'une caution, avec obligation de se présenter chaque mardi et vendredi devant le magistrat instructeur de son dossier.**

Dans un communiqué du 4 juillet, l'organisation indépendante de défense et de promotion de la liberté de presse, Observatoire de la liberté de la presse en Afrique (Olpa), s'est dit soulagé par la libération de Papy Okito Teme, journaliste et éditeur d'Echo d'opinions, un journal paraissant à Goma, dans le Nord-Kivu. Olpa a noté que Papy Okito Teme a été libéré, le 2 juillet, après 72 heures d'incarcération, par le Parquet général de Goma et après paiement d'une caution de 270 mille Francs congolais (l'équivalent de 270 dollars américains), avec obligation de se présenter chaque mardi et vendredi devant le magistrat instructeur du dossier. Cette organisation a, en effet, rappelé que ce journaliste et édi-

teur d'Echo d'opinions a été arrêté le 29 juin par trois agents de la Police nationale congolaise agissant sur injonction d'un huissier du Parquet général, alors qu'il se rendait à la Division provinciale de l'Information et presse pour un rendez-vous. « Le journaliste a été immédiatement conduit à la prison centrale de Munzenze de Goma, puis entendu, trois jours plus tard, sur procès-verbal par un magistrat. Il est accusé d'imputations dommageables à l'endroit de M. Modeste Bahati Lukwebo, ministre de l'Economie nationale », a expliqué Olpa.

Dans son édition n°28 du mois de mai 2016, a soutenu cette ONG, le journaliste a publié un article intitulé : « Bahati Lukwebo soupçonné d'enrichissement sans cause ». Dans cet article, a précisé Olpa, Echo d'opinions faisait état de l'enrichissement du ministre et souhaitait voir la Cour constitutionnelle mener une enquête à cet effet.

Lucien Dianzenza

## SANTÉ :

## Trois hôpitaux à Kinshasa pour traiter des cas de fièvre jaune

**Trois provinces de la RDC sont en épidémie de la fièvre jaune : le Kwango, le Kongo-central et la ville de Kinshasa. Depuis la déclaration de cette épidémie, au total soixante-sept cas ont été notifiés dont douze autochtones et cinquante-cinq importés. Sur les douze cas, Kinshasa a notifié six cas.**

Depuis la déclaration de cette épidémie, le ministère de la Santé publique organise la riposte avec l'appui de ses traditionnels partenaires dont l'OMS et l'Unicef. Pour ne pas laisser cette maladie gagner du terrain dans ces trois provinces, treize formations médicales ont été sélectionnées pour assurer la prise en charge médicale des malades. Pour la ville de Kinshasa, trois hôpitaux ont été choisis : l'hôpital général de référence de Kinshasa (ex maman yemo), l'hôpital de l'amitié sino-congolaise dans la commune de Nd'jili et l'hôpital général de Kinkole. Dans les deux provinces de Kwango et

du Kongo-central, dix hôpitaux ont été sélectionnés à raison de cinq par province. Toutes ces mesures, à côté de la lutte anti vectorielle, de la formation des prestataires, du renforcement de la surveillance dans les frontières visent à couper la chaîne de transmission de la maladie. Il est possible de prévenir la fièvre jaune parce qu'il n'y a pas de traitement curatif contre cette maladie. Seul vaccin anti amaril qui se donne en injection sous cutanée au niveau du bras gauche est efficace pour être à l'abri de cette maladie dont le vecteur est le moustique aedes Aegypti. Ce vaccin confère une immunité à vie, selon les dernières recherches de l'OMS. La RDC étant en épidémie, le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, a lancé il y a quelques jours l'appel aux partenaires pour aider le pays à organiser une campagne de vaccination contre cette maladie. Cet appel a trouvé du répondant parce que les partenaires se sont engagés à

soutenir la RDC dans l'organisation d'ici la fin du mois en cours de la première phase de la vaccination contre la fièvre jaune. La deuxième phase interviendra l'année prochaine. À Kinshasa, dix millions de personnes sont attendues excepté les enfants de moins de neuf mois. Les zones de santé frontalières du Kwango, du Kasai et du Lualaba sont aussi ciblées lors de cette campagne de vaccination contre la fièvre jaune. Un million six cent mille personnes sont attendues. En sus de la vaccination, il est recommandé de dormir sous la moustiquaire imprégnée d'insecticide pour se protéger des piqûres de moustiques, couvrir les récipients d'eaux, éviter des gîtes de moustiques en se débarrassant par exemple des boîtes de conserve qui constituent des endroits de reproduction des moustiques, faire couler des eaux stagnantes, assurer la pulvérisation intra et péri domiciliaire.

Aline Nzunzi

## DIALOGUE INCLUSIF

## Le groupe de soutien à la facilitation entre en jeu

Selon un communiqué de l'Union africaine, ce groupe a réaffirmé son engagement pour le dialogue national fructueux avec toutes les parties prenantes de la RDC.

Le dialogue politique convoqué par le chef de l'Etat Joseph Kabila continue à patauger dans les méandres des tergiversations entretenues par une classe politique divisée. Entre les partisans et les anti Dialogue, difficile de concilier les points de vue tant tout les séparent. La tâche du facilitateur s'est davantage corsée à la lumière du Conclave de l'opposition à Bruxelles dont les résolutions tendant à obstruer toute possibilité de consensus. On en est donc à la case de départ au grand dam du facilitateur de l'Union africaine qui serait vraisemblablement obligé de ne composer qu'avec « ceux qui sont prêts ».

Une option dont refuse d'acquiescer le groupe de soutien à la facilitation du dialogue national en RDC. A l'issue de leur première réunion tenue le 4 juillet à Addis-Abeba,



Addis Abeba, Ethiopie: Réunion inaugurale du Groupe de soutien pour la facilitation du dialogue national en RDC qui a lieu au siège de l'Union africaine à Addis-Abeba, en Ethiopie. Photo MONUSCO/James Gadin

les représentants de l'Union africaine, de l'Union européenne, de l'ONU, de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), de la SADC, de la CIRGL ainsi que la Monusco « ont résolu d'en-

treprendre des consultations visant à encourager toutes les parties prenantes à participer à ce forum ». Ces délégués qui constituent ce groupe de soutien à la facilitation du dialogue national,

ne jurent que par la tenue de ce forum. Ils entendent mettre les bouchées doubles pour qu'avant la fin du mois de juillet 2016, les discussions puissent effectivement commencer. Ils recommandent

vivement que les assises aient lieu à cette échéance et pour ce faire, recommandent, dans le communiqué de l'Union africaine ayant sanctionné leurs travaux, à ce que toutes les parties prenantes puissent créer un environnement propice à la tenue du dialogue national. Le groupe de soutien à la facilitation appelle, par ailleurs, la communauté internationale à fournir le soutien nécessaire qui contribue à surmonter les défis que connaît la Commission électorale nationale indépendante (CENI) face à l'inscription des électeurs. C'est autant dire que la situation reste précaire et nécessite ainsi le besoin urgent pour appuyer le facilitateur afin de commencer ce dialogue national. L'on comprend pourquoi Edem Kodjo a effectué le déplacement d'Addis-Abeba avec l'objectif déclaré de faire le point avec le groupe de soutien à la facilitation sur les consultations initiées auprès de différents protagonistes de la crise congolaise.

Alain Diasso

# IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773  
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo



## INSERTION SOCIALE

## Visite des centres de formation des jeunes vulnérables par le PDCE

Une délégation du Projet de développement des compétences pour l'employabilité (PDCE) conduite par Auxence Léonard Okombi, son coordonnateur, a visité le 5 juillet à Pointe-Noire, les jeunes vulnérables âgés de 16 à 24 ans actuellement en formation dans les centres et ateliers des maîtres artisans après leur recrutement en octobre dernier.

Le CEFA automobile dans l'arrondissement 1 Lumumba, l'école de couture Jules Florence à Mvou-Mvou et l'atelier de formation en coiffure et esthétique à Matendé ont été les principaux lieux d'apprentissage visités.

Près de 36 apprenants sont formés au CEFA automobile depuis février. Ils suivent des cours théoriques et pratiques en mécanique auto mais aussi en français, mathématiques et HSE. Christian Paubath, directeur du CEFA témoigne : « depuis qu'on a reçu ces jeunes en février dernier tout se passe bien ici. Les encadreurs dispensent les cours comme il se doit et les apprenants manifestent un enthousiasme à les suivre. Nous leur répétons à chaque instant que cette formation est importante pour leur avenir donc ils ont intérêt à s'appliquer par l'assiduité au travail et la ponctualité. La réussite de cette expérience va permettre à ce que d'autres formations simi-



Des apprenants du PDCE en plein cours / crédit photo Adiac

laire voient le jour dans notre pays».

De son côté, une bénéficiaire a dit

: « les encadreurs sont à la hauteur car nous apprenons beaucoup de choses chaque jour; ce

qui nous réjouit et on espère tous être bien formés pour que notre insertion soit facilitée ».

À l'école de haute couture Jules Florence et à l'atelier de formation

drement de leurs maîtres artisans et artisanes, très disposés à transmettre leur savoir, ont-elles témoigné. Ce projet qui va durer 5 ans a pour objet de promouvoir l'acquisition et le renforcement des compétences à l'emploi et à l'entrepreneuriat pour les jeunes vulnérables vivant dans les zones urbaines afin d'améliorer leur insertion sur le marché du travail et leur revenu. Le PDCE concerne près de 1500 jeunes, toutes composantes confondues à Brazzaville comme à Pointe-Noire. Des jeunes qui suivent actuellement une formation qualifiante dans les différents centres de formation comme Don Bosco, Cefa auto, APNI et auprès des maîtres artisans dans les ateliers. Pour élargir le champ des prestataires de formation, des avis à manifestation d'intérêt ont été lancés pour le recrutement des prestataires additionnels. La deuxième vague de formation devrait pouvoir être lancée au plus tard en octobre 2016.

Rappelons que le PDCE est cofinancé par le Congo et la Banque mondiale à hauteur de 32 millions de dollars américains.

Hervé Brice Mampouya

## FOOTBALL

## Un tournoi regroupe les jeunes de Mvou-Mvou 2 au stade Ndéndé Niengo

Il s'agit de la première édition du tournoi de football dénommé « La marche vers le développement » dont le coup d'envoi a été donné le 2 juillet au stade Ndéndé Niengo (quartier Fouks). La compétition a été organisée par Victor Foudi, premier vice-président du conseil départemental et municipal de la ville, président du comité d'organisation dudit tournoi, en vue d'offrir aux jeunes de la deuxième circonscription de l'arrondissement 2 Mvou-Mvou des activités saines qui contribuent à la cohésion sociale et à leur épanouissement réel.

Le tournoi qui va se poursuivre jusqu'au 26 juillet réunit 20 équipes des différents quartiers de cette circonscription. Le match inaugural a opposé l'équipe de FC Biki du quartier Biki (CQ 205) à FC Colibri du quartier Sainte-Bernadette (CQ 207) qui ont brillé par un jeu impressionnant avec un niveau technique assez acceptable. Le match s'est soldé par un score de zéro but partout. Le même jour FC Kimocotoir a eu raison sur FC Kaké qu'il a battu 2-0.

Cette compétition qui intervient en cette période de vacances a été initiée pour occuper les jeunes avec des activités saines, promouvoir et pérenniser les valeurs sportives ainsi que les valeurs de paix et de partage.

Elle vient en remplacement du tournoi annuel dénommé « Chemin d'avenir » qui a connu six éditions. Victor Foudi, initiateur des deux événements a d'ailleurs indiqué dans son mot de lancement du nouveau tournoi que celui-ci est une suite logique des éditions précédentes du tournoi « chemin d'avenir ». « C'est donc dans cette continuité, tout en conservant les acquis fondamentaux, que je propose aux jeunes de garder la dynamique sportive engagée, car il reste encore la nécessité de

poursuivre l'œuvre avec esprit de suite et de cohérence. Le sport



Victor Foudi saluant les joueurs avant lors du lancement du tournoi / crédit photo Adiac

est l'un des moyens les plus efficaces d'unir les peuples donc le moyen adéquat par lequel la jeunesse peut trouver son inspiration et les mots de son expression pour son épanouissement réel», a-t-il dit, appelant les participants au fair play et au respect du règlement intérieur de la compétition. Pour le président du comité du quartier 211, ce tournoi est aussi une occasion de rappeler la nécessité de véhiculer un message sur l'importance de conserver les acquis de paix, d'unité et de vivre ensemble, chères au président de la République « en cette période de grande appréhension où les jeunes se doivent, à tout prix être encadrés pour se tenir loin

des turpitudes politiciennes.»

Indiquant que ce tournoi est une manière d'accompagner l'œuvre du président de la République à travers ses efforts d'organiser les jeunes autour des activités saines pour la cohésion sociale et leur épanouissement réel, les joueurs ont pour leur part, exprimé leur désir de préserver les valeurs de paix et

de cohésion sociale. Ils ont déclaré dans leur mot: « Face à tout appel à la désobéissance civile, nous devons faire preuve d'obéissance civique pour porter plus haut l'estime que nos aînés ont placée en la jeunesse de ce pays.»

Les matches se sont poursuivis le 3 juillet et les scores sont: FC Belfao 2-2 FC Monopole; FC Coupé décalé 0-3 Les ailes de Fouks; FC Les aiglons 2-3 Staff All; FC Alice-Franck 0-3 FC Mandiari. Notons que dans le cadre de cette compétition, les matches se jouent tous les samedi et dimanche au stade Ndéndé Niengo.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

## MUSIQUE

## La première édition 2kalé Awards 2015 aura lieu à Pointe-Noire

La première édition du concours de musique réservé aux chanteurs du Coupé décalé « 2kalé Awards » aura lieu le samedi 09 juillet sur la place Pigalle en plein centre ville de Pointe-Noire. Pour sa première édition, l'organisation veut déjà marquer les esprits des mélomanes en proposant un show original riche en son et en couleur.

Plusieurs artistes seront primés lors de cette journée et le public aura également son mot à dire. Créé par Junior Métalik, producteur et journaliste à DRTV, le 2Kalé Awards est un concours de musique qui prime les artistes pratiquant la musique du coupé décalé. Cette activité aura lieu toutes les années pour valoriser non seulement ce genre musical très en vogue en République du Congo mais également promouvoir des artistes en herbe. Joint au téléphone, le concepteur de cette activité, a rappelé que tous les ans, de nombreux DJ Atalaku auront la chance d'être récompensés par catégories définies grâce à leur prestation. Pour cette année, il y aura la catégorie de meilleur artiste, la catégorie de meilleure chanson, de meilleur clip, de meilleure



collaboration de l'année et bien d'autres.

En effet, cette activité va permettre à ces artistes de faire un grand coup de publicité sur leurs propres œuvres, d'être visibles et surtout d'avoir la chance d'être répertoriés par une maison de production.

Rappelons que c'est en 2003 que le phénomène du Coupé décalé a surgi dans les villes de Côte d'Ivoire avant de vite contaminer les autres villes africaines et occidentales.

Et c'est Douk Saga, artiste musicien décédé en 2006 qui a été le vrai propulseur de cette musique qui se danse avec des chorégraphies bien établies.

Hugues Prosper Mabonzo

## JEUX OLYMPIQUES DE RIO 2016

## Franck Elemba rassuré par le Premier ministre

L'athlète congolais, 5<sup>e</sup> au classement mondial au lancer de poids, a présenté au chef du gouvernement, Clément Mouamba, son projet de préparation. Ce dernier l'a rassuré que sa route pour Rio sera sans obstacle.

« J'ai promis de bien écrire l'histoire du Congo aux Jeux olympiques (J.O). La concertation que j'ai eue avec le Premier ministre, prouve que les choses vont dans la bonne direction », a déclaré Franck Elemba au sortir de l'audience avec Clément Mouamba, ce 5 juillet à Brazzaville. A en croire le compétiteur, à un mois du coup d'envoi des J.O, il était important pour lui de recevoir l'onction du peuple congolais avant de rallier le Brésil où il défendra valablement les couleurs du Congo. Mais, avant d'y arriver, Franck Elemba aura deux stages en Suisse et en Allemagne pour les derniers réglages. Pour le ministre des Sports et



Franck Elemba s'adressant à la presse / Crédit photo Adiac

de l'éducation physique, Léon Alfred Opimbat, il y a raison de croire que Franck Elemba ne fera pas piètre figure. « Notre compétiteur nous a gratifiés d'une médaille d'or et d'une

autre de bronze aux onzièmes Jeux africains. Il a, par ailleurs, battu deux fois le record du championnat de France sans compter les autres titres qu'il a remportés dans di-

verses compétitions à travers le monde. Ce sont des indications importantes qui font espérer », a-t-il déclaré. Le ministre des Sports a aussi indiqué que l'Etat réunira toujours toutes

les conditions qui permettront à Franck Elemba de donner le meilleur de lui-même, de sorte à porter haut l'étendard du Congo. Lui qui a battu le record du Congo à Dakar, il y a trois semaines. Une performance qui lui a valu d'entrer dans le top dix du monde, plus précisément à la 5<sup>ème</sup> place.

Il n'est pas possible pour l'athlète congolais de participer à une compétition sans se fixer un seuil de performance. « Mon premier objectif aux Jeux olympiques, c'est d'atteindre la finale. A partir de là, on verra ce qui se passera », selon lui. Le président du Comité national olympique et sportif congolais, Raymond Ibata, et le président de la Fédération congolaise d'Athlétisme, Mouna Sembe, présents à cette audience avec le Premier ministre, attendent que les résultats sur le terrain soient satisfaisants comme cela est le cas depuis quelque temps.

Rominique Nerplat Makaya

## FÉCOFOOT

## Jean Michel Mbono : « les Diables rouges doivent être ambitieux, offensifs et créatifs »

Après la défaite contre le Kenya qui a définitivement enterré les espoirs de la qualification pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations Gabon 2017, le président de la Fédération congolaise de football est monté en première ligne pour remotiver le onze national

Les Diables rouges ont un autre challenge qui les attend : les éliminatoires de la Coupe du monde. Le tirage au sort effectué a placé le Congo dans le groupe E au sein duquel se trouvent le Ghana, l'Égypte et l'Ouganda. Un groupe compliqué disait l'entraîneur adjoint des Diables rouges. « Cette poule est très difficile. Malgré tout, il faudrait qu'on tire notre épingle de jeu parce qu'on doit donner le maximum de ce qu'on peut, pour prétendre aller à la coupe du monde. Seule une équipe qui nous sera plus supérieure, physiquement, mentalement et techniquement devra nous battre », commentait Isaac Ngata, l'adjoint de Pierre Lechantre après le tirage au sort. Jean Michel Mbono, le président de la Fédération congolaise de football pense lui aussi que le Congo a toutes ses chances dans ce groupe. Avant d'aborder cette échéance, le président de la Fécofoot a re-précisé les choses dans le message qu'il a adressé aux joueurs et à l'encadrement des Diables rouges. « Au football, la liberté est encadrée. C'est une démocratie au sein d'une dictature. Ce que tu inventes, ce que tu crées doit être au service de

l'équipe pas à ton propre service. Sinon ça ne sert à rien. Sous des aspects instructifs, tout cela représente beaucoup de travail. Et le joueur, aussi talentueux soit-il, n'est qu'un rouage d'une organisation. Le concept liberté est important sur le terrain », a-t-il déclaré. Et de poursuivre : « le football consiste à marquer des buts. Quand une rencontre démarre, chacune des équipes a un point. Le but est d'aller chercher les deux autres donc trois avant la fin du match. Et pour ça, il faut être ambitieux, offensifs et créatifs »

Outre le message transmis aux Diables rouges, Jean Michel Mbono a exprimé sa satisfaction quant au déroulement de la Coupe du Congo qui a atteint l'étape des quarts de finale. Le tirage au sort effectué le 4 juillet a dévoilé les combinaisons des quarts et des demi-finales. « Après les 8<sup>e</sup> de finale, je pense dire que les équipes se comportent très bien. Le public est discipliné, l'animation est au rendez-vous. La communication passe. Nous sommes globalement satisfaits. Nous espérons que tout se passera bien jusqu'à la fin. D'ailleurs, nous nous sommes préparés en conséquence. Rendez-vous est donc pris

pour Madingou », a souligné le président de la fédération. Il n'a non plus boudé son plaisir quant au démarrage de la phase retour du championnat national d'élite direct Ligue 1. Au cours des deux dernières saisons, le championnat congolais ne s'arrête qu'à la phase aller.

« Il est vrai qu'il est toujours difficile de faire une comparaison par rapport aux autres éditions parce qu'on ne peut pas maîtriser les aléas et les



paramètres concernant le comportement du public (...) Nous avons apporté beaucoup d'innovations et je crois qu'il y a un léger mieux. Toutefois, je vous convie à la fin du championnat pour un bilan complet et une estimation plus objective du succès de la compétition », a conclu Jean Michel Mbono.

James Golden Eloué

## EURO 2016

## Portugal - Pays de Galles, Ronaldo contre Bale, le duel des étoiles madrilènes

Portugal - Pays de Galles, c'est le Real Madrid qui se déchire. L'icône portugaise Cristiano Ronaldo va tenter de se rapprocher de son premier titre international, ce mercredi en demi-finale de l'Euro (19h00 GMT), mais trouve sur sa route son coéquipier en club, la star galloise Gareth Bale, meilleur buteur du tournoi.

« Ce n'est pas seulement entre deux joueurs. C'est entre deux nations », a déclaré le Gallois, pour tenter de déminer le duel attendu entre les deux stars les plus chères du foot mondial, qui ont remporté ensemble la Ligue des champions fin mai. Mais au Portugal, pays fou de football, le destin sportif de la nation se confond avec celui de Ronaldo.

En 2004, pour son premier tournoi majeur, CR7 avait atteint la finale de l'Euro, avec une chance en or d'offrir au Portugal son premier titre international, qui plus est sur son sol puisque c'était le pays organisateur. A la surprise générale, c'était la Grèce et son football minimaliste - un but en contre puis défendre, défendre et défendre encore - qui s'était imposée à Lisbonne (1-0). Laisant le tout jeune Ronaldo, 19 ans, en larmes sur la pelouse et tout un pays dans le désespoir.

Depuis, le Portugal a toujours été placé mais jamais finaliste à l'Euro: quart de finaliste en 2008, demi-finaliste en 2012 (ainsi qu'à la Coupe du monde 2006). A Lyon ce mercredi, Cristiano Ronaldo et ses compatriotes peuvent se rattraper.

Pour ça, tous les moyens sont bons. Car le Portugal est sévèrement critiqué pour le manque d'ambitions de son jeu. En cinq rencontres, il n'a jamais gagné lors des 90 minutes du temps réglementaire, avec trois nuls en phase de groupe (contre l'Islande, l'Autriche, la Hongrie), une victoire en prolongation contre la Croatie en 8<sup>e</sup> de finale, puis une qualification aux tirs au but contre la Pologne en quarts.

« Nous aimerions jouer un jeu spectaculaire mais ce n'est pas toujours de cette manière qu'on gagne des compétitions », a répliqué le sélectionneur, Fernando Santos. Il dispose pourtant d'une formation de top niveau, avec une défense centrale emmenée par un autre joueur du Real, Pepe, et surtout une impressionnante armada offensive: Ronaldo bien sûr, mais aussi Nani, Ricardo Quaresma et la révélation Renato Sanches, futur joueur du Bayern de Munich.

CR7 a également un défi personnel à relever: battre le record de buts inscrits à l'Euro. Le Français Michel Platini en a mis 9 (rien qu'à l'Euro-84), lui en est à 8, mais en quatre éditions. Les Portugais partent donc largement favoris contre le pays de Galles, surprenant demi-finaliste puisqu'il n'avait encore jamais participé à l'Euro. Sa meilleure performance internationale était jusque-là le quart de finale du Mondial-58 perdu contre le Brésil de Pelé.

Vu du terrain, cette présence est beaucoup moins étonnante tant l'équipe mise en place par le sélectionneur, Chris Coleman, fait preuve de maîtrise collective et d'efficacité. La Belgique en sait quelque chose, elle qui a été éliminée 3-1 en quarts. Surtout, les Dragons gallois ont avec Bale leur propre star de classe mondiale.

Sur le plan personnel, son Euro est pour l'instant plus réussi que celui de Ronaldo L'aïlier de 26 ans a inscrit trois buts et joué un grand rôle dans le parcours historique de son équipe, grâce à sa vitesse et sa puissance balle au pied.

« J'ai toujours cru qu'on pouvait faire quelque chose à l'Euro, il n'y a qu'à se souvenir des contes de fées de la Grèce (en 2004) et du Danemark (vainqueur surprise en 1992, ndlr) », assure-t-il. La preuve? « Je n'ai réservé mes vacances qu'à partir du 11 juillet (lendemain de la finale, ndlr) ». Bale rêve de retrouver en finale un autre joueur du Real, l'Allemand Toni Kroos, opposé à la France jeudi dans la deuxième demie. « Il avait dit que nous ne jouerions que les trois matchs de poule. Donc ce serait sympa de le retrouver en finale », sourit le Gallois. Son équipe sera cependant privée de son autre feu follet offensif, Aaron Ramsey, suspendu, et du latéral Ben Davies. Deux absences importantes pour une formation dont le 11 de départ a très peu évolué depuis le début de la compétition.

Camille Delourme